

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Décembre 1911, à 2 h. et demie

PAR

M. BOUTROLLE

JURY

Président : M. CAPITANT.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, } professeurs.
 PLANOL,

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

L'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

1941

L'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

INTRODUCTION

L'homme a toujours vécu dans une atmosphère de risques : sa vie, sa santé, ses entreprises, son patrimoine, ont été de tout temps exposés aux coups de la fortune, qui se plaît à déjouer les projets les mieux réfléchis et les espoirs les plus chèrement caressés.

Il semble pourtant qu'à notre époque un facteur de l'activité humaine, par la vigueur des attaques dont il est l'objet, par la rudesse des coups qu'il reçoit, prenne une importance spéciale qui le désigne à l'attention publique. Sans cesse on en prononce le nom ; partout il est mis en vedette, et comme sur le bélier de Juda, tous les crimes d'Israël sont près de retomber sur lui.

Notre responsabilité — car c'est d'elle qu'il s'agit — se trouve engagée dans des circonstances chaque jour plus nombreuses. Cette obligation qui nous incombe de répondre de nos actes et de leur répercussion sur la vie et la fortune de nos semblables, on la rencontre à tout instant, dans les décisions des tribunaux qui se

livrent aujourd'hui « à une véritable débauche de responsabilités », suivant l'heureuse expression d'un auteur.

Elle prend les formes les plus variées, comme le Protée de la fable, s'introduit, telle une onde très souple, dans les affaires les plus délicates, grandit ou s'atténue, revêtant les nuances les plus subtiles, et se graduant « par teintes insensibles, comme l'aube et le crépuscule, lors du passage du jour à la nuit (1) ».

Serait-ce que notre jurisprudence, obéissant inconsciemment à cette grande loi qui veut que nos devoirs croissent en proportion directe de nos droits — en présence des causes qui favorisent la multiplicité des relations sociales, — devant les progrès de la richesse et du bien-être publics, la vulgarisation des grandes découvertes du siècle dernier — estime que nous devons apporter une conscience plus délicate à l'exécution de nos obligations ?

Dans cette course à la recherche des bienfaits plus larges de l'existence actuelle, dans cette lutte pour le gain, âpre et terrible qui se joue sur le vaste champ des affaires commerciales, l'homme oublie facilement que des intérêts respectables méritent d'être sauvegardés ; il est nécessaire qu'une voix s'élève pour proclamer que l'antique adage *homo homini lupus*, encore que trop largement vérifié, doit fléchir, au sein d'une nation civi-

(1) Saleilles, *Réforme Sociale*, 1898, p. 634.

lisée, devant les règles imprescriptibles de l'équité.

Avouerai-je pourtant qu'au seuil de cette étude, où n'entre pas l'examen du problème juridique du fondement de la responsabilité, je me sens quelque peu désorienté par les tendances actuelles de notre jurisprudence sur cette délicate question ?

Sans doute les dernières réformes législatives et notamment la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, et celles qui l'ont modifiée ou complétée, ne sont pas restées sans influence sur cette orientation nouvelle des esprits, en substituant la notion du risque à celle de la faute.

On parle aujourd'hui d'étendre le bénéfice de cette législation, après les lois du 12 avril 1906 et du 18 juillet 1907, aux ouvriers agricoles (1), aux gens de maison (2), aux militaires sous les drapeaux.

(1) On peut combattre cette extension projetée en faisant remarquer :

1^o Que la loi du 30 juin 1899, qui assujettit tous les exploitants de machines mues par des moteurs inanimés, a prévu le plus gros risque ;

2^o Que l'article 1385 du Code civil crée une présomption de responsabilité à la charge du propriétaire d'animaux ;

3^o Qu'enfin l'évolution qui se fait en jurisprudence sur l'article 1384 du Code civil est déjà par elle-même suffisamment défavorable aux propriétaires de choses.

(2) M. Pugliesi-Conti a déposé, en 1909, sur le Bureau de la Chambre des Députés, un projet de loi qui a été renvoyé à la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales. M. Émile Chauvin, chargé du rapport, conclut au vote de ces deux articles :

« ARTICLE PREMIER. — La législation sur la responsabilité des

Sans doute encore, l'intervention des hommes d'affaires que l'on voit surgir dans la plupart des accidents et qui suppléent par leur habileté professionnelle à l'inexpérience des victimes, n'est pas étrangère à ce mouvement d'idées.

Il n'en reste pas moins vrai que la *faute*, pour les auteurs de notre Code civil, se rencontre à la base de toute responsabilité juridique. Le mot est écrit en toutes lettres dans l'article 1382; les articles qui suivent ne font que développer cette idée fondamentale.

« Le Code, écrit M. Sourdat (1), a fait reposer ses dispositions relatives à la responsabilité sur l'existence d'une faute. C'est la tradition de l'ancien droit, auquel il est certain que ses rédacteurs n'ont pas voulu déroger? et c'est là un principe conforme à la raison et à la justice qu'il importe de maintenir. »

M. Drouault (2) remarque que l'idée de responsabilité objective est actuellement « contraire aux conceptions philosophiques des auteurs du Code civil, individualistes et défenseurs de la propriété ».

Et la Cour de Cassation, elle-même, malgré ses tendances novatrices, n'affirmait-elle pas, dans des arrêts

accidents du travail est étendue à tous les domestiques, attachés ou non à la personne.

« ART. 2. — La contribution des employeurs au fonds de garantie sera réglée par les articles 4 et 5 de la loi du 12 avril 1906. »

(1) Sourdat, *Traité de la responsabilité*, t. II, p. 732.

(2) *J. des Ass.*, novembre 1910, p. 596.

récents (1), que la faute demeure la source de la responsabilité juridique?

Or, en dépit de ces affirmations, les idées hardies lancées pour la première fois, en 1897, par M. Josserand (2), ont fait leur chemin. Sous prétexte qu'à la différence du droit pénal où il s'agit seulement d'une peine à appliquer, le droit civil s'occupe surtout de la réparation à allouer, eu égard au préjudice causé, on substitue insensiblement l'idée de garantie à celle de responsabilité.

Un dommage a été commis : réparation en est due. Par qui ? Par son auteur, même involontaire, même très prudent, auquel on semble reprocher, en le condamnant, de n'avoir pas été le maître des événements.

C'est ainsi qu'est née la responsabilité civile des personnes morales, pourtant incapables de *faute* proprement dite.

« La responsabilité de l'article 1384 a son fondement rationnel, moins dans une faute que dans la *création d'un risque nouveau* que fait courir à la Société l'introduction d'une chose dangereuse » : ainsi s'exprime un arrêt de la Cour de Lyon (3) donnant par là une exten-

(1) Cass. Req., 25 janvier 1908 : *Rec. préc. des ass.*, 1908, p. 208 ; Cass. Req., 25 mars 1908 : S., 1910-1-17.

(2) Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, p. 54 et suiv.

(3) Lyon, 18 janvier 1907 : D., 1909-2-245.

Cet arrêt va plus loin que l'arrêt de la Chambre des requêtes précité (Req., 25 mars 1908 : D., 1909-1-73 ; note de M. Planiol),

sion singulièrement dangereuse à la loi du 9 avril 1898 (1).

Periculum ejus esse debet, cujus commodum est.

S'inspirant aussi de cette théorie, la Cour de Grenoble (2) déclare un propriétaire responsable de la chute des neiges et glaçons accumulés inopinément sur le toit de sa maison.

Plus récemment encore que ces décisions, un jugement du Tribunal civil de Rouen, à la date du 2 mars 1911, condamne un propriétaire à 2.000 francs de dommages-intérêts envers sa locataire, blessée à la main par un morceau de verre qui s'était détaché soudain de l'immeuble qu'elle habitait.

Corniches, persiennes tombant dans la rue, cheminées produisant l'asphyxie des locataires, imprudence de concierge qui laisse ouverte la trappe d'une cave, accidents d'ascenseurs surtout, autant de causes diverses qui, aujourd'hui, d'après une jurisprudence touffue, engagent la responsabilité des malheureux propriétaires d'immeubles.

câr les conclusions de M. l'avocat général Lombard sur lesquelles ce dernier a été rendu, distinguent clairement la responsabilité de l'article 1384 de celle dérivant de l'extension du risque professionnel.

(1) M. Planiol fait justement remarquer que c'est à l'idée d'entreprise, bien plus qu'à celle de propriété, que se sont attachés les législateurs de 1898 (Planiol, II, n° 1861, éd. 1909) ;

(2) Grenoble, 27 novembre 1908 : *J. de la Cour de Grenoble*, 1909, p. 9.

Et si nous nous tournons maintenant vers les médecins, chirurgiens ou pharmaciens, vers les officiers ministériels, vers les hôteliers (1), vers les chasseurs (2), nous voyons la liste des responsabilités s'allonger indéfiniment.

Les maîtres des maisons bourgeoises ne sont pas épargnés davantage à raison des accidents survenus à leurs domestiques ou employés (3).

M. Ambroise Colin voudrait étendre la législation du risque professionnel aux automobilistes. Et l'aviation (4), avec les progrès merveilleux qu'elle a réalisés depuis deux ans, mais aussi les accidents mortels qu'elle a causés, reste exposée aux mêmes foudres.

(1) La loi du 18 avril 1889 a apporté une atténuation à la responsabilité des hôteliers, en complétant l'article 1953 du Code civil. Mais c'est à condition qu'aucune faute ne soit relevée contre l'hôtelier. Ainsi consacré par la Cour de Cassation : Req., 30 mars 1909 : *Rec. pér. des Ass.*, 1909, p. 493.

(2) Deux arrêts : Amiens, 13 juillet 1895 : S., 1897-2-67 ; Paris, 27 novembre 1896 : S., 1898-2-7, paraissent avoir fixé la jurisprudence en matière d'accidents de chasse, en consacrant le renversement de la preuve à la charge du chasseur.

(3) Un arrêt de la Cour de Toulouse (Toulouse, 4 juin 1908 : D., 1909-2-164), dans une espèce où un domestique encore mineur, ayant chassé sans permis, avait blessé quelqu'un, a décidé « que le domestique était placé sous la surveillance directe et constante de son maître qui, par ce fait même, se trouvait investi de la puissance paternelle en vertu d'une délégation tacite.

Cf., d'autre part, sur la question de savoir dans quelle mesure un mari est responsable des accidents causés par sa femme, *La Semaine*, du 5 septembre 1909.

(4) Cf. G. Lochet. *Ce que doit assurer un aviateur* (*La Prime*, décembre 1910).

Bien plus, certains auteurs estimés vont jusqu'à rendre l'être inconscient responsable de ses actes, semblant prendre un malin plaisir à bouleverser les notions premières par lesquelles les domaines du droit et de la morale, se sont toujours rencontrés : « C'est une faute, dit M. Ripert, d'être aliéné, comme c'en est une d'être maladroit ou malhonnête. Ce qui crée la responsabilité d'une personne, c'est le fait de ne pas agir comme tout le monde, le fait d'avoir une conduite anormale (1). »

Enfin, il y a quelques années encore, il eût semblé téméraire de réclamer une autre réparation que celle du préjudice purement matériel. Aujourd'hui le préjudice moral dont l'évaluation est chose si délicate et si périlleuse, est un élément reconnu de dommages-intérêts :

« Attendu, dit un jugement du Tribunal civil de la Seine du 19 juillet 1911, que les parents ont droit à la réparation du préjudice matériel et moral que leur a

(1) Ripert, *Revue Crit.*, 1909, p. 130.

Id., Pascaud, *Revue Crit.*, 1905, p. 219.

La jurisprudence, elle, affirme que le dément n'est pas responsable, parce qu'il n'a pas la liberté de ses actes : Cass. Req., 21 octobre 1901 : Pand. fr., 1903-1-125.

Mais, en même temps, elle s'oriente vers la responsabilité légale de celui qui a la garde de l'aliéné : Cass. Req., 30 juillet 1906 : D., 1907-1-315.

La Zurich (police d'assurance de la responsabilité civile individuelle, en cas d'accident corporel causé au tiers, modèle 34, juin 1907 ; Cond. gén., art. 2) stipule : « Sont exclus de la garantie les accidents causés volontairement ou dans un état de dérangement mental par l'assuré ou les personnes dont il doit répondre. »

causé la mort d'un enfant pour l'entretien duquel ils s'étaient imposés des sacrifices pendant des années, et sur lesquels ils pouvaient compter pour leur avenir... (1). »

Bref, de tous côtés se développe et grandit « le risque de responsabilité ».

Pour s'en garantir, l'homme s'est adressé au contrat d'assurance, le plus magnifique de tous les contrats, comme l'appelle M. Thaller, celui dont les ressorts s'adaptent le plus merveilleusement aux exigences de l'activité contemporaine (2).

Notre but n'est point de retracer la courte histoire de l'assurance de responsabilité, ni de poser le problème

(1) Cf. Mantelet, *Réparation du préjudice moral*, thèse Paris, 1907.

Adde :

Douai, 26 juin 1906 : *Gaz. Pal.*, 21 juillet 1906 ;

Dijon, 28 décembre 1908 (affaire de l'instituteur Morizot) : D., 1909-2-13 ; S., 1909-2-15.

Trib. civ. Meaux, 12 mars 1910 : *Gaz. Pal.*, 14 avril 1910.

(2) Un événement récent, le couronnement du roi d'Angleterre, a donné naissance à une assurance de responsabilité particulière, qui garantissait les constructeurs d'estrades élevées sur le passage du cortège royal, contre les lourdes indemnités qui les auraient frappés, si ces estrades étaient venues à se rompre sous le poids du public y prenant place. — Cf. *la France Économique et Financière*, 26 août 1911.

La même revue signale une assurance très originale pratiquée en Angleterre contre les risques de pluie pendant la période des vacances : ceux qui, durant cette période, ont été gênés par la pluie dans leurs plaisirs, reçoivent une compensation monétaire leur permettant de prendre ultérieurement un nouveau congé.

de sa validité. A une institution qui a déjà fait ses preuves, et répond à des besoins si actuels, nous ne demanderons pas ses lettres de créance.

Nous préférons l'étudier dans son fonctionnement, la regarder vivre, à travers les clauses des polices, les décisions de jurisprudence et les trop rares ouvrages qui lui ont été consacrés en France (1).

Aussi, après en avoir donné une idée aussi complète et aussi exacte que possible, et lui avoir assigné sa place dans la grande famille des assurances, nous attacherons-nous aux principales questions que son application a soulevées dans la pratique : attribution de l'indemnité d'assurance au tiers lésé ; obligation prise par l'assureur de se substituer à l'assuré dans les procès en responsabilité, obligation qui appelle, comme corollaire immédiat, la possibilité pour l'assuré de mettre l'assureur en cause ; point de départ des brefs délais de prescription qui courent contre l'assuré.

Chemin faisant, nous disons un mot des quelques articles que la Société d'Études législatives a proposé d'ajouter au projet de loi sur le contrat d'assurances, déposé sur le Bureau de la Chambre des Députés le

(2) Cf. Ancey, *Des assurances de responsabilité*, Paris, 1906 ;

Boudin, *L'assurance de responsabilité*, thèse Paris, 1911 ;

Dupuich, *Journal des Assurances*, *passim* ;

Et quelques notes éparses dans les répertoires de jurisprudence.

12 juillet 1904 (1), et qui est muet sur les assurances de responsabilité.

Bien que la rédaction de ces articles soit inspirée de dispositions semblables puisées dans les lois suisse et allemande, nous nous abstiendrons de toute incursion dans le domaine de la législation comparée, pour deux raisons : la première qui vient du désir de ne point élargir démesurément le cadre de cette étude ; la seconde, née des doutes que nous avons sur l'opportunité immédiate, en France, d'une loi sur les assurances.

Certes, les assureurs ne seront pas les premiers à la proposer ; on a dit depuis longtemps qu'ils y perdraient la liberté de rédiger comme ils l'entendent les clauses de leurs polices. L'argument a-t-il tant de force, et ignore-t-on que des assureurs prendraient part à la confection de la loi, en sachant habilement y sauvegarder leurs intérêts ? Avouons plutôt qu'ils n'en tireraient aucun profit, et qu'ils préférèrent leur situation actuelle.

Pourquoi, d'autre part, les assurés, s'ils ont de justes motifs de se plaindre, demeurent-ils si nombreux, con-

(1) Un arrêté du Ministre du Commerce, du 2 mai 1902, a institué une Commission extraparlamentaire du Contrat d'assurance. Le Gouvernement s'est approprié le texte sorti des travaux de cette Commission, et le rapport de M. Lyon-Caen a été pris comme exposé des motifs du projet de loi du 12 juillet 1904. Un rapport a été présenté par M. Chastenet, député. Ce projet a été discuté à la Société d'Études législatives, en 1905 et 1906, à la suite d'un rapport de M. Darras.

Il a été également étudié par l'Association française des Assurances sociales, après lecture d'un rapport de M. Dupuich.

tribuant, par leur concours volontaire, à rendre les Compagnies plus riches et plus florissantes? Ils ont constitué récemment une Ligue, qui, mieux que toute intervention législative, saura les protéger contre des accords léonins et de trop criants abus de droit.

Qui sait, du reste, où s'arrêterait dans ses réformes un législateur qui, sur d'autres questions, manifeste un engouement très prononcé pour les monopoles d'État et la suppression des grandes initiatives privées (1)?

Il est permis de penser que, si le besoin d'une réglementation se faisait puissamment sentir, le projet de loi de 1904 ne dormirait pas encore dans les cartons du Ministère du Commerce.

Nous nous en tiendrons donc au but très pratique que nous nous sommes assigné, en nous contentant de reproduire, dans une brève annexe, quelques polices d'assurances de responsabilité courantes.

Au moment de clore ces lignes, nous tenons à adresser nos plus sincères remerciements à tous ceux qui, dans le monde des assureurs, nous ont fourni les renseignements les plus utiles, et en particulier à M. Berge, chef de division à la Compagnie « La Prévoyance ». Qu'ils nous excusent si nous n'avons pas toujours été de leur avis : ce n'est pas une apologie que nous avons

(1) Cf. proposition Vincent-Carlier, tendant à constituer en France le monopole des assurances, déposée sur le Bureau de la Chambre des Députés, le 27 février 1908.

voulu dresser à leur endroit. Ce n'est pas non plus une satire. En notre matière,

Grammatici certant, et adhuc sub judice lis est.

Nous ne sommes l'avocat d'aucune des parties au procès.

CHAPITRE I

CE QU'EST L'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

SA PLACE PARMI LES ASSURANCES EN GÉNÉRAL SES LIMITES (L'ASSURANCE DE LA FAUTE)

L'Association française des Assurances sociales définit l'assurance de responsabilité : « Un contrat par lequel l'assureur s'engage à garantir l'assuré contre les réclamations pécuniaires de tiers au regard desquels la responsabilité de cet assuré se trouverait engagée à raison d'un fait dommageable prévu par ledit contrat. »

Dans l'état actuel de la jurisprudence, cette définition nous apparaît très suffisamment et très nettement compréhensive. Elle a l'avantage en effet de ne point supposer nécessairement une faute commise par l'assuré.

Le risque de responsabilité s'étend aujourd'hui à un domaine plus large que le risque de faute : outre l'élément « hasard » (1), qui intervient toujours plus ou

(1) « Les faits du hasard sont ceux qui résultent de circons-

moins dans nos actes, l'idée de réparation du préjudice causé, à laquelle semblent surtout s'attacher les auteurs modernes, qui laissent ainsi loin derrière eux les principes des jurisconsultes romains, nous conduit à voir notre responsabilité engagée dans des cas exempts de faute proprement dite.

Ne disons donc plus, avec M. Boutaud, que « les assurances de responsabilité sont essentiellement des assurances de la faute (1) ».

Elles ont commencé par l'être. Emportées par les nécessités de la pratique et répondant à la nouvelle orientation des esprits, elles ont développé leur champ d'action, et le risque qu'elles garantissent comporte des éventualités où, souvent, l'auteur dit « responsable » n'a rien à se reprocher.

Le risque demeure, malgré tout : pour l'assuré, c'est le recours possible de la part de sa victime; pour l'assureur, c'est l'indemnité à payer. Etant données la profession de l'assuré, ses occupations journalières, les personnes qu'il emploie, les affaires qu'il entreprend, son expérience et sa capacité personnelles, l'assureur

tances purement fortuites. » — De Courcy, *Essai sur les lois du hasard*, p. 25.

« Ce sont les événements amenés par la combinaison ou la rencontre de phénomènes qui appartiennent à des séries indépendantes dans l'ordre de causalité. » — Cournot, *Exposition de la théorie des chances et des probabilités*, p. 3.

(1) Boutaud, *Clauses de non-responsabilité*, p. 114.

peut établir les probabilités du risque. Le contrat aléatoire d'assurances est dès lors viable.

Mais il importe de remarquer immédiatement que le but poursuivi par l'assuré, c'est la garantie de réclamations pécuniaires pouvant atteindre son patrimoine. A la différence de l'assurance dite de « réparation » où l'assureur comble le déficit qui s'est produit dans la caisse de l'assuré, l'assurance de responsabilité tend à empêcher la brèche de s'ouvrir. Elle est préventive, elle est préservatrice ; l'autre n'est que réparatrice.

Nous ne saurions trop insister sur ce point capital : l'assurance de réparation suppose qu'un dommage a été causé directement à la personne ou aux biens de l'assuré ; il a été victime d'un accident, ou bien un incendie a détruit sa maison, une inondation en a ébranlé les fondations. Le mal est fait. Le rôle de l'assureur consiste à le réparer, dans la mesure du possible et dans les limites des conventions.

Au contraire, l'assuré dont la responsabilité est engagée dans un accident, quelle qu'en soit la forme, se voit menacé d'un risque. Mais le coup ne l'a pas encore frappé. Deux partis à prendre dès lors, pour l'assureur : ou bien attendre que son client ait subi définitivement le dommage en payant à la victime le montant de son recours, ou bien parer le coup suspendu sur sa tête, et désintéresser directement le tiers lésé, au nom de l'assuré. De ces deux solutions, qui ne voit que la seconde répond davantage à l'idée de garantie, en évitant à l'as-

suré une sortie de fonds, une vente de valeurs, souvent très préjudiciable à ses intérêts ?

Tout esprit de spéculation est par là même supprimé. Quel avantage aurait l'assuré à provoquer un sinistre, puisque l'indemnité que versera la Compagnie ne passera pas entre ses mains ?

« L'assurance, dit l'article 8 du projet gouvernemental, ne peut être qu'un contrat d'indemnité(1); elle ne doit pas placer l'assuré, en cas de sinistre, dans une situation pécuniaire meilleure que si aucun risque ne s'était réalisé. »

Nous chicanerions volontiers sur l'expression « contrat d'indemnité » appliquée à l'assurance de responsabilité, car elle suppose une perte subie par l'assuré, si le surplus du texte ne venait développer la pensée qui s'y trouve contenue.

(1) Le projet a le tort d'attribuer aux deux grandes classes d'assurances, les assurances de personnes et les assurances de choses, le même caractère essentiel. Nous ferons rentrer l'assurance de responsabilité dans les assurances de choses, en disant de ces dernières qu'elles supposent toujours pour l'assuré un dommage évaluable en argent.

« Il n'en est pas de même, dit Vivante, de l'assurance de personnes, qui dans ses diverses applications aux vicissitudes de la vie humaine — vieillesse, mortalité, accidents, maladies — n'est pas contenue dans les limites infranchissables d'un contrat d'indemnité, soit parce que l'on ne peut attribuer à la vie une valeur vénale, soit que l'instinct de la conservation personnelle intervienne, à défaut de limitation d'ordre public, pour empêcher les sinistres frauduleux. »

César Vivante, *Traité de Droit commercial*, traduit sur la 3^e édition italienne (1907-1909), par Jean Escarra, t. I, p. 188, n^o 86.

L'assurance ne doit pas être une source d'enrichissement pour l'assuré : nulle crainte à redouter à ce sujet avec l'assurance de responsabilité, si elle fonctionne normalement, puisque l'assuré ne touche, personnellement, aucune indemnité.

Aussi bien, notre contrat échappe au reproche qu'on lui a fait « d'engourdir la moralité de l'assuré » : les Compagnies n'assurent la responsabilité que jusqu'à concurrence d'un maximum fixé dans les polices. Celui qui se jouerait de la vie de ses semblables ou mettrait par négligence leurs biens à mal, sous prétexte qu'il est assuré, outre qu'il s'expose, par sa mauvaise foi, à encourir la déchéance, peut être l'objet d'une condamnation à des dommages-intérêts dont le chiffre dépasse l'indemnité versée par la Compagnie dans les limites convenues.

L'article 1382 du Code civil et les sanctions qu'il comporte ne sont pas abrogés, même pour l'assuré que sa police garantit complètement, car les primes qu'il a payées, souvent pendant de longues années, ne forment-elles pas la juste compensation de la somme déboursée en son nom par l'assureur ?

Le grief est né, en réalité, d'un rapprochement regrettable entre l'assurance de responsabilité et la clause d'exonération des fautes (1).

(1) Déjà, en 1886, M. Labbé écrivait : « Il n'y a aucun rapprochement à établir entre la question de validité d'une clause d'immunité des fautes du contractant, et celle de la validité d'une

D'après la jurisprudence, le débiteur exonéré reste tenu de sa faute prouvée :

Cass., 15 mars 1876 : S., 1876-1-337 ;

Cass., 2 avril 1890 : D., 1891-1-334.

Autrement dit, on peut bien relever quelqu'un de sa responsabilité contractuelle, mais non de sa responsabilité délictuelle. Un pacte qui proclamerait le contraire serait immoral (1).

Mais l'assurance ne supprime pas la responsabilité ! Bien au contraire, elle la proclame à l'avance, en quelque sorte ; l'assuré, par le paiement périodique de ses primes, affirme implicitement le risque auquel il demeure exposé.

Est-il besoin de faire remarquer que, seule, la responsabilité « civile » peut être assurée ? Les amendes prononcées par la juridiction pénale doivent être acquittées personnellement par l'assuré. L'ordre public le veut ainsi, et toutes les polices prévoient le cas.

C'est ainsi que l'article 10 *in fine* des Conditions générales de la police de la Compagnie « La Zurich » édicte : « L'amende, étant une peine de la loi, ne peut jamais être à la charge de la Compagnie, non plus que les frais n'ayant pas leur cause dans une action civile

assurance contre les conséquences préjudiciables des fautes de l'assuré. » — *Rev. Crit.*, 1886.

(1) Le serait de même celui qui, excepté les cas où l'acte a été accompli hors service ou résulte de force majeure, exonérerait le contractant des fautes commises par ceux dont il doit répondre.

Cf. Cimbuzat; *Rev. Crit.*, 1900, p. 250 et suivantes.

portée accessoirement devant la juridiction pénale. »

« La Zurich », d'ailleurs, comme pour mieux préciser la nature des opérations qu'elle entreprend, se dénomme « Compagnie générale d'assurances contre les accidents et la responsabilité *civile* ».

Certains auteurs, comme M. Dupuich (1), appréhendent d'employer cette dernière expression qui peut donner naissance à interprétation restrictive : ils notent, avec quelque apparence de raison, que le langage courant désigne par responsabilité civile celle que l'article 1384 du Code civil tire du fait des personnes dont on doit répondre, à l'exclusion des autres cas de responsabilité visés dans les articles voisins de notre Code.

En regard, ils voudraient qu'on maintînt très ferme la distinction entre les assurances de responsabilité et les assurances contre les accidents (2).

Sans doute, la loi du 9 avril 1898 a consacré un système spécial pour les accidents du travail (3). Mais, ceux-ci mis à part, ne devons-nous pas reconnaître que

(1) Dupuich, *J. des Ass.*, 1909, p. 337. « Cette terminologie, dit-il, est née du fait que le préposé ou l'enfant peut, s'il commet un délit, être poursuivi pénalement, tandis que le maître ou le père n'encourt, au cas du délit du préposé ou de l'enfant, qu'une réparation purement civile. »

(2) Dupuich, *ibid.*, p. 335.

(3) La loi du 8 avril 1851, article 3, met à la charge des communes les secours ou pensions qu'elles peuvent devoir à leurs sapeurs-pompiers pour accidents survenus à ces derniers dans l'exercice de leurs fonctions.

l'assurance contre les accidents tend à réparer par une indemnité pécuniaire, tantôt les dommages causés à la personne ou aux biens de l'assuré lui-même — et c'est là une assurance directe — tantôt ceux qui atteignent de tierces personnes, par le fait ou la faute de l'assuré, et c'est là une assurance de responsabilité?

Les assurances contre les accidents ne sont donc pas toujours des assurances de responsabilité, et réciproquement. Mais il n'en reste pas moins évident que leurs domaines se compénètrent : nombreuses et variées sont les assurances de responsabilités contractées en vue d'accidents : les polices de la Prévoyance, de la Préservatrice, de l'Urbaine et la Seine que nous avons sous les yeux en font foi, et nous ne croyons pas justifiée une semblable distinction.

Gardons-nous pourtant de tomber dans l'exagération contraire qui fait voir à M. Ancey (1) dans certaines assurances directes des assurances de responsabilité « entendues au sens large ».

Ce point mérite quelques explications.

Lorsque je contracte une assurance de responsabilité, je cherche à me garantir contre un recours éventuel dirigé contre *moi*. C'est dans mon intérêt exclusif que j'agis ; ma victime, sans doute, touchera une indemnité de la Compagnie ; elle profitera de ma prévoyance : tant mieux, puisque le mal qu'on m'impute sera réparé

(3) Ancey, *Les Assurances de responsabilité*, p. 60.

de la sorte. Mais cette considération, tout altruiste, n'est pour moi que très subsidiaire, lorsque je signe ma police.

Le raisonnement reste le même, qu'il s'agisse de l'assurance des objets, des personnes ou des faits dont on est responsable : seul, l'intérêt de l'assuré est en jeu.

On l'a souvent oublié.

Avant la loi du 9 avril 1898, la pratique de l'assurance collective était très répandue, en matière d'accidents du travail. C'était un contrat à deux faces, ou plutôt l'alliance de deux contrats : le premier ayant pour objet la garantie de la responsabilité civile du patron ; le second, stipulant le paiement par l'assureur de certaines indemnités prévues d'avance aux victimes d'accidents ou à leurs ayants cause.

Pour arriver à munir l'ouvrier, dans tous les cas, d'une action directe contre la Compagnie d'assurances — question que nous retrouverons plus loin — certains tribunaux avaient décidé que l'assurance de responsabilité civile n'était qu'une modalité de l'assurance collective :

Douai, 11 juillet 1895 ;

Bordeaux, 28 décembre 1897 ;

Trib. civ., Seine, 17 décembre 1898 (cité par Simonin, 1, 211).

Cette confusion regrettable (1), née de la fréquente

(1) M. Ancey (*op. cit.*, p. 109) dit de l'assurance collective : « C'est, sous une forme particulière, une assurance de responsabilité plus étendue dans ses cas d'application, plus restreinte dans son quantum. »

insertion des deux contrats dans la même police, et de l'habitude prise par les patrons d'opérer une retenue sur les salaires de l'ouvrier pour le paiement des primes de l'assurance collective (1), amenait tout naturellement à parler d'assurances de responsabilité subsidiaire.

Un tuteur, par exemple, en assurant les biens de son pupille contre les risques d'incendie, contracterait une assurance de cette sorte ; de même, un dépositaire, en assurant les marchandises qui lui ont été confiées contre les risques de vol ou de détérioration.

Généralement, en présence de l'usage qui tend de plus en plus à faire rentrer l'assurance dans les actes d'administration qui s'imposent au détenteur des objets d'autrui, le défaut d'assurance engagerait la responsabilité du détenteur.

Et l'assurance dite « pour compte d'autrui », ou « pour compte de qui il appartiendra » (2), serait le type de ces contrats mixtes.

Un arrêt de la Cour de Nîmes (3) a adopté cette théorie en abandonnant une tradition déjà ancienne, et en affirmant que l'assurance pour compte de qui il appartiendra ne veut pas seulement dire «... pour le compte de

(1) Voir note Sarrut, sous Cass., 19 décembre 1900 : D., 1901-1-353 ;

Note Dupuich, sous Douai, 11 juillet 1895 : D., 1897-2-370-371 ;

Note Planiol, sous Paris, 4 novembre 1892 : D., 1893-2-122.

(2) Cf. art. 33 du projet de loi.

(3) Nîmes, 5 mai 1896 ; *Rec. pér. Ass.*, 1896, p. 339 ; *J. Ass.*, 1896, p. 227.

toute personne à qui appartiendra la marchandise, mais au profit de toute personne *ayant intérêt* à sa conservation ».

De nombreux auteurs (1) s'élèvent avec raison contre cette façon de voir : « Il est possible, dit M. Dupuich, que l'assuré, ignorant s'il sera encore propriétaire des choses assurées quand le sinistre se produira, ou si ces choses seront passées en d'autres mains, ne puisse pas indiquer par avance s'il contracte par lui-même ou au profit de cette personne. L'assurance est alors conclue pour le compte de qui il appartiendra. *A côté de cette hypothèse*, on peut envisager l'autre, celle du dépositaire ou du façonnier qui veut se faire assurer contre la responsabilité que lui imposerait un sinistre survenant à la chose à lui confiée. Cette chose, il en est responsable en vertu des articles 1729 ou 1789 : il veut se garantir par une assurance contre la responsabilité qui lui incombe ainsi (2) ».

Ajoutons que l'assurance contractée par un administrateur pour le compte d'autrui lui donne droit au remboursement des primes ; celui qui souscrit une assu-

(1) Simonin, 1, 188 ;

Lyon-Caen, *Exposé des motifs de l'art. 14 du projet de loi* ;

Michi, *L'Assurance pour compte*, thèse, Paris 1910, p. 39 ;

Dupuich, *J. des Ass.*, 1908, p. 559.

(2) On ne compte pas moins de cinq systèmes élaborés par MM. Pouget, Vavasseur, Oudiette, Saintelette pour essayer de définir la nature de l'assurance pour compte. En voir un résumé dans Michi, *op. cit.*, p. 238.

rance de responsabilité, agissant dans son intérêt propre, n'a droit à aucune restitution.

Que l'assurance de responsabilité soit circonscrite à un objet déterminé, comme celle du débiteur de corps certain, dépositaire, hôtelier, façonnier, entrepreneur de transports, ou comme celle du propriétaire, du locataire, de l'architecte et de l'entrepreneur, ou bien que, plus large, elle englobe les hypothèses en nombre infini contenues dans l'article 1382, jusqu'à s'étendre à la garantie de dommages non matériels (1), et même à la garantie de risques réalisés au moment où le contrat est formé, comme l'assurance de responsabilité notariale (qui se rapproche par là de l'assurance sur bonnes ou mauvaises nouvelles); que la responsabilité garantie soit contractuelle ou délictuelle, — tout cela peut bien avoir de l'importance au point de vue du calcul des primes (2), du maximum de garantie, cela n'en a point en ce qui concerne l'intérêt assuré, lequel demeure tout

(1) La jurisprudence valide l'assurance de responsabilité de non-location, en cas d'incendie. Toulouse, 13 février 1905 : *Mon. des Ass.*, 1905, p. 267).

Il est alors fixé un maximum à la garantie, et l'indemnité est calculée en raison du temps nécessaire pour effectuer les réparations.

(2) A Paris, les primes de l'assurance du risque locatif (faute contractuelle) sont de 0,30 % en moyenne, tandis que celles de l'assurance du risque de voisinage (faute délictuelle), sont seulement de 0,40 %.

C'est que, dans le premier cas, le créancier qui invoque son contrat n'a pas à prouver la faute; dans le second, cette preuve, souvent difficile, lui incombe.

jours le même, savoir le risque de responsabilité.

Peu importe que le signataire de la police n'en soit pas le bénéficiaire ; on voit des propriétaires assurer la responsabilité de leurs locataires.

Peu importe également que le contrat soit joint à un autre, comme dans l'assurance collective d'avant 1893, ou comme dans l'assurance pour compte qui comprend souvent une « assurance complémentaire de responsabilité ».

Peu importe enfin que l'assuré ait gardé à sa charge une partie de la responsabilité : dans ce cas, ou bien l'assureur accepte de garantir le montant total de la responsabilité, lorsqu'un chiffre déterminé est atteint, dans le but d'écarter ainsi un certain nombre de sinistres de minime importance, ou bien il n'entend garantir que l'excédent d'un certain chiffre seulement, dans le but de réduire le poids du sinistre : c'est affaire de convention entre les parties.

L'assuré, dans tous les cas, et dans les limites convenues au contrat, veut être garanti contre un recours possible, dirigé contre lui. Il agit pour son propre compte.

On a vu des espèces où la rédaction de la police donnait lieu à interprétation : l'assuré n'avait pas suffisamment spécifié s'il contractait une assurance pour le compte de ses clients ou pour garantir sa responsabilité :

Cass. Req., 16 mars 1897 : S , 1897-1-282.

La Cour suprême a jugé que l'interprétation donnée par le juge du fond échappait alors à sa propre censure :

Cass., 2 juin 1886 : Simonin, I, 35;

S., 1886-1-449 (note Labbé).

Une assurance de responsabilité « au sens large », comme l'entend M. Aucey, loin de consacrer par avance l'existence de cette responsabilité, la supprime et par là enlève tout sens au nom de ce contrat.

En ma qualité de tuteur, je pourrais être déclaré responsable de n'avoir point fait assurer les biens de mon pupille. Prévoyant, je les assure et échappe ainsi au reproche de négligence qu'on pourrait m'adresser plus tard. Va-t-on dire que j'ai contracté, de ce chef, une assurance de responsabilité? Et si, ultérieurement, je suis poursuivi pour mauvaise gestion, est-ce la police d'assurance contre l'incendie, assurance de responsabilité « au sens large » qui me protégera? Une telle prétention est insoutenable.

Définons-nous des appellations vagues qui tendraient à déformer le caractère d'une convention.

La distinction entre l'assurance directe et l'assurance de responsabilité doit être maintenue avec d'autant plus de rigueur que ces deux assurances n'obéissent pas aux mêmes règles, dans la pratique.

I. En premier lieu, la question de la subrogation de

l'assureur dans les droits de l'assuré (1) ne se pose pas en matière d'assurance de responsabilité. L'article 26 du projet de loi stipule à tort, sans faire les distinctions nécessaires :

« L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé de plein droit dans tous les droits et actions de l'assuré contre les tiers qui, par leur fait, ont causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur. *Cette disposition est générale et s'applique à toutes les espèces d'assurances.* »

Le tiers responsable, l'assuré dans notre contrat, n'a pas de droits à exercer, mais bien une obligation de réparer à remplir. Il est sujet passif. « L'assurance de responsabilité, dit très bien M. Perreau (2), ayant précisément pour but d'indemniser l'auteur de la faute lui-même de dommages et intérêts, cette assurance manquerait son but si l'assureur reprenait d'une main ce qu'il donne de l'autre, en recourant contre le délinquant. »

Pour admettre la subrogation, il faudrait se placer dans des circonstances toutes spéciales, comme celles d'une faute *commune* de plusieurs personnes dont l'une seule est assurée : la victime ayant obtenu une condamnation solidaire contre les coauteurs, l'assureur serait obligé de payer la totalité des dommages-

(1) Cf. Pannier, *Des droits de l'assureur contre les tiers responsables de la réalisation du risque*, thèse Paris, 1906.

(2) Perreau, *Rev. Crit.*, 1902, p. 414.

intérêts à la victime, mais il pourrait, en vertu de l'article 1251, paragraphe 3, du Code civil, se retourner contre les codébiteurs de son assuré (1).

La loi du 9 avril 1898 parle bien, il est vrai, dans son article 7 modifié par la loi du 22 mars 1902, d'action exercée aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droits, contre les tiers responsables, par le patron ou l'assureur subrogé à ses droits.

Mais ce texte suppose qu'il n'y a pas eu faute du patron, qui demeure néanmoins obligé, en vertu du risque professionnel, de verser une indemnité à l'ouvrier blessé. Le vrai responsable est alors une tierce personne, différente du patron assuré, et contre laquelle un recours est possible.

Comme conséquence immédiate de l'absence de clause subrogatoire dans l'assurance de responsabilité, il faut noter l'élévation du taux de la prime : l'assureur, en effet, n'a pas l'espoir d'un recours qui le déchargera, au moins en partie, du fardeau de l'indemnité.

II. Autre différence : la *règle proportionnelle* (2) laisse en dehors de son domaine l'assurance de responsabilité.

(1) Cf. Boudin, *De l'assurance de responsabilité*, thèse Paris, 1911.

(2) Cf. Pouget, *Dict. des Ass.*, v^o *Règle proportionnelle*. Cette règle, admise depuis longtemps par la jurisprudence, est consacrée par l'article 12 du projet de loi qui, malheureusement, ne fait aucune réserve au sujet de l'assurance de responsabilité.

M. de Lalande (1) traduit cette règle par une formule mathématique qui permet d'en comprendre facilement la raison et la portée.

Soit A, la somme assurée; V, la valeur des objets couverts par l'assurance; P, le montant du dommage; et x , la somme que doit payer l'assureur. On a :

$$\frac{x}{P} = \frac{A}{V}$$

d'où :

$$x = A \times \frac{P}{V}$$

Or, en notre matière, si A qui représente le maximum de garantie couverte, figure toujours dans la police, il n'en est pas de même de V, impossible à calculer d'avance, puisque le taux de la responsabilité dépend d'un nombre infini de circonstances qui échappent aux meilleures prévisions humaines.

Dès lors, impossible de calculer le produit x , puisque l'un de ses facteurs demeure inconnu.

Quelques-uns (2) ont prétendu que la règle proportionnelle s'appliquait à l'assurance de responsabilité contractuelle, lorsque celle-ci concerne un objet susceptible d'être à l'avance évalué en argent.

Nous ne partageons pas cette opinion. Prenons le cas,

(1) De Lalande, *Assurances contre l'incendie*, n° 490.

(2) Boutaud, *op. cit.*, p. 382 ;

Coquillon, thèse Paris, 1906.

par exemple, d'un entrepreneur de transports ayant assuré sa responsabilité contre les risques de détérioration ou de vol d'un meuble de valeur qui lui a été confié. Cet entrepreneur, un sinistre survenant, peut être actionné pour une somme bien supérieure à la valeur de l'objet détruit ou perdu : plus-value escomptée au lieu d'arrivée, dommage occasionné par le retard apporté à une livraison qu'on attendait impatiemment, frais qu'entraînera un nouveau transport, ennuis, démarches de toutes sortes, autant d'éléments qui peuvent entrer dans la réclamation du propriétaire de la chose transportée et accroître la responsabilité du transporteur.

On oublie trop que le même objet peut donner naissance à deux assurances : l'une, assurance directe, où l'indemnité est nettement limitée à la valeur de l'objet ; l'autre, assurance de responsabilité, qui, à propos de cet objet, couvre un risque plus large, plus vague, plus imprécis.

Cette imprécision (1) motive suffisamment l'exclusion de la règle proportionnelle.

Une vieille tradition veut pourtant que le locataire y soit soumis dans le cas où il n'aurait pas pris la précaution de s'assurer pour une somme égale à quinze fois le montant de son loyer

(1) Cf. les considérants intéressants d'un arrêt de la Cour de Dijon rendu en matière d'assurance de risque de voisinage. — Dijon, 27 janvier 1876 : S., 1876-2 84.

Dans la pratique, le locataire s'assure toujours dans ces conditions ; mais il reste exposé à n'être pas garanti totalement, si le dommage causé au propriétaire de la maison est supérieur à une somme équivalant à quinze fois le loyer. « L'avantage de payer des primes minimales est donc compensé par l'incertitude sur une complète garantie de la part de la Compagnie (1). »

III. Au lendemain du vote de la loi du 9 avril 1898, les hésitations qui se sont produites sur l'étendue de son domaine d'application ont donné lieu à la création de polices à forme spéciale, dites « polices mixtes ».

Elles ont été autorisées par circulaire du Ministre du Commerce du 16 avril 1901 et revêtent deux types :

Le premier (2) garantit à l'assuré :

« 1^o S'il se trouve être assujetti à la loi du 9 avril 1898, le paiement de toutes les indemnités, et des frais accessoires mis à sa charge par ladite loi ;

« 2^o S'il n'est pas assujetti à la loi du 9 avril 1898, le paiement d'indemnités fixes ou des conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile. »

Le second comprend un avenant où la Compagnie,

(1) *Rec. pér. des Ass.*, 1910, p. 56. Le rapport de 1 à 15 entre la valeur assurée et le chiffre du loyer représente simplement le rapport existant entre le revenu annuel de la propriété bâtie et le capital auquel elle correspond, la location des maisons se faisant habituellement sur le taux de 6 0/0.

(2) Cf. police modèle n° II (avril 1905) de la Compagnie la Prévoyance.

après avoir assuré le patron dans une police contre sa responsabilité civile, consent, moyennant une surprime, à le garantir contre les dépenses de toute nature mises à sa charge par la loi du 9 avril 1898.

Ces polices, dont l'intérêt a été très sensiblement diminué par la loi du 18 juillet 1907, portant faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail, présentaient un avantage d'autant plus appréciable, que certaines décisions de jurisprudence (1) ont déclaré radicalement nulle, faute d'objet :

1° Une assurance garantissant le risque professionnel, contractée par un commerçant ou un industriel qui se croit faussement assujetti à la loi de 1898 ;

2° Ou inversement, une assurance de responsabilité civile ordinaire, contractée par une personne certaine de n'avoir jamais à en supporter aucune autre.

L'assureur trouvait son compte dans ces décisions : après encaissement définitif des primes, mieux renseigné par sa profession que son client, il refusait de payer l'indemnité.

Dans l'un comme dans l'autre cas, pourtant, qu'il y eût lieu à réparation intégrale ou forfaitaire du dommage, le patron se trouvait toujours menacé par le recours de ses ouvriers, donc exposé à un risque !

M. Perreau (2) pense plus raisonnablement que, dans

(1) Paris, 9 mars 1904 : *Gaz. Pal.*, 1904-1-716 ;
Lyon, 17 novembre 1905 : *Pand. franç.*, 1906-2-134.

(2) Perreau, *Rev. Crit.*, 1905, p. 150.

une hypothèse semblable, le contrat d'assurance est entaché seulement de nullité *relative* : si l'assuré s'aperçoit de son erreur après le sinistre, l'assureur ne peut se prévaloir de la nullité pour refuser l'indemnité ; si l'assuré s'en aperçoit avant, il est libre de résilier le contrat.

LIMITES DE L'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

L'assurance de responsabilité, nous l'avons vu, est le développement logique de l'assurance de la faute.

Depuis l'arrêt rendu, en matière d'accidents de voiture, par la Cour de Paris le 1^{er} juillet 1845 (1), après la célèbre consultation de Pardessus, Duvergier, Chaix d'Est-Ange, de Vatimesnil, Paillet et Charles Dupin, on ne discute plus la question de savoir si la faute de l'homme peut être assurée.

Mais toute espèce de faute est-elle assurable ?

Si nous nous retranchons derrière l'article 6 du Code civil, nous ne faisons que reculer la difficulté. « Les lois qui intéressent l'ordre public ou les bonnes mœurs » permettent-elles d'assurer toute espèce de faute ?

Les Romains enseignaient la distinction entre la faute légère et la faute lourde. Cette dernière, pour

(1) Paris, 1^{er} juillet 1845 (Cie l'Automédon) : S., 1845-2-793 ; — D., 1845-2-126.

eux, supposait l'élément intentionnel. *Culpa lata æquiparatur dolo*.

Aucun texte de nos lois ne reproduit cette assimilation, et, si nous avons coutume de répéter cette formule commode, c'est que souvent la faute lourde fait présumer le dol.

Le dol suppose la connaissance du dommage que l'on va causer, donc l'intention formelle de nuire. L'assurer serait enfreindre ouvertement l'article 6.

En dirons-nous autant de la faute lourde ?

« La formule *faute lourde*, écrit M. le conseiller Babinet (1), est loin de correspondre à une idée nette, qui s'impose à tous les esprits et suffise à fournir le critérium désirable. Aussi les auteurs qui ont abordé la théorie de la prestation des fautes n'ont jamais pu s'entendre entre eux. »

M. de Courcy (2) essaye de ressusciter la vieille distinction romaine, *culpa in concreto*, *culpa in abstracto* : « Si les soins de l'assuré pour la conservation de la chose, si sa diligence à prévenir les accidents diminue, si sa surveillance sur ses employés se ralentit, si l'on a le moindre soupçon d'un calcul de ce genre : « Après tout, je suis assuré, » la faute est lourde, il manque à l'honnêteté. »

M. Guionin (3) réplique, à bon droit, que si un assuré

(1) Rapport sous Cass. Req. 18 avril 1882-1-245 ; — D., 1883-1-250.

(2) De Courcy, *Questions de Droit maritime*, série 2, chap. II.

(3) Guionin, *Clauses de déchéance*, thèse, Paris, 1905, p. 183.

est assez négligent pour commettre, même en dehors de tout contrat d'assurance, une faute lourde, ce n'est pas une raison pour étendre par là indéfiniment la responsabilité de l'assureur.

Mieux vaut, croyons-nous, ne pas s'encombrer d'une définition incapable de s'adapter aux circonstances si variables et si complexes où une faute grave a été commise.

En 1876, M. Labbé écrivait déjà : « Faute lourde ou grave, l'idée est la même : c'est l'expression la plus usitée et selon nous la plus exacte. Il est très délicat et peu utile en cette matière de donner des définitions générales (1). »

Mieux vaut aussi ne pas faire appel aux textes classiques du Digeste, dont les auteurs écrivaient à une époque où l'*aversio periculi* était le seul contrat d'assurances connu.

La jurisprudence décide depuis de longues années que la question de savoir si une négligence constitue une faute lourde appartient souverainement à l'appréciation des juges du fait et échappe à la censure de la Cour de Cassation :

Grenoble, 17 juin 1870 : *J. des Ass.*, 1871, p. 170 ;

Cass., 15 mars 1876 : S., 1876-1-337 ;

Agen, 27 décembre 1883 : *J. des Ass.*, 1884, p. 156 ;

Lyon, 30 mars 1893 : Simonin, 2, 329.

(1) Labbé, Note sous Cass. Civ., 15 mars 1876 : S., 1876-1-337.

Mais c'est à l'assureur qu'incombe la charge de la preuve (1) :

Cass., 18 avril 1882, précité.

Si les auteurs sont loin de s'accorder sur la définition de la faute lourde, tous, du moins, semblent unanimes à proclamer son exclusion de l'assurance, sous prétexte que l'ordre public s'y oppose :

Alauzet, *Traité général des ass.*, t. II, n^o 507, 508 ;

Grün et Joliot, *Traité des ass. terr.*, n^o 160 ;

Pouget, *Dict. des Ass.*, t. II, v^o *Faute*, n^o 1 et 2 ;

De Courcy, *les Assurances*, p. 44.

La jurisprudence les suit et demeure très ferme en ce sens, tout au moins en matière d'assurances-incendie (2) :

Paris, 24 août 1850 : S., 1851-2-645 ;

Cass., 15 mars 1876 ; S., 1876-1-337 ;

Cass., 2 juin 1886 : D., 1886-1-265 ;

Toulouse, 10 mai 1898 : *Rec. pér.*, 1898, p. 160 ;

Paris, 17 mars 1904 : Simonin, II, 915.

Pacta non sunt servanda quae ad delinquendum invitant.

(1) Le Guidon de la Mer disait déjà (chap. VIII, art. 7) : « La charge des preuves tombe sur l'assureur, lequel n'est recevable en ses exceptions sans le prouver. »

(2) En matière accidents, certains arrêts sont moins affirmatifs : Dijon, 27 mars 1882 ; Trib. com. Le Havre, 18 juillet 1884 ; Nîmes, 2 juillet 1895 : Sim., 2, 338. Spécialement, l'arrêt de Dijon distingue nettement le dol de la faute lourde, et semble déclarer celle-ci couverte par l'assurance dans le silence de la police.

« On ne peut permettre, dans aucun cas, dit l'arrêt de Toulouse, que l'assurance ait pour but de garantir l'assuré contre sa faute volontaire ou sa faute lourde. Il n'est pas permis de stipuler d'avance, au moyen d'un contrat d'assurances, l'impunité de telles fautes, l'ordre public s'opposant à la validité d'un tel fait. »

Tel est le principe. Avant de le discuter, il nous paraît bon d'examiner si, dans la pratique, il ne comporte pas des atténuations.

I. Tout d'abord, supposons que la faute lourde reprochée incombe non plus à l'assuré, mais à celui dont il doit répondre aux termes de l'article 1384 du Code civil.

La Commission chargée, par la Chambre des représentants de Belgique, de l'examen d'un projet de révision du droit commercial maritime belge, en 1883, s'exprimait ainsi : « S'il n'est pas permis de déroger à la règle générale par un pacte contraire lorsqu'il s'agit de la faute lourde de l'assuré lui-même, il en est autrement pour les fautes du préposé de l'assuré. Dans la réalité, une faute de ces agents est, pour l'assuré, le fait d'autrui, c'est-à-dire un cas fortuit. »

Un cas fortuit ! C'est trop dire. Le cas fortuit, d'après la définition anglaise, consiste en « a casualty such that no human skill or human foresight could possibly prevent it ». Or, jusqu'à un certain point, le maître qui a choisi son préposé, qui a dû s'enquérir de sa moralité,

de son inexpérience, de sa capacité, était à même de prévoir ses négligences ou ses imprudences.

Gardons-nous pourtant de l'affirmer trop haut ! Le maître a-t-il toujours été libre de son choix ? Est-il tenu de surveiller à tout instant les faits et gestes de son sous-ordre ? Combien fragile apparaît souvent le lien de cause à effet qui rattache l'activité personnelle de l'auteur légalement responsable à l'acte fautif coramis par son subordonné.

En vain assure-t-on que l'article 1384 du Code civil repose sur une présomption de faute, que le maître est censé avoir commandé à son préposé le fait incriminé.

Combien de fois cette présomption ne se trouve-t-elle pas en défaut ?

On comprend donc que les auteurs et la jurisprudence se soient relâchés de leur sévérité et aient admis l'assurance de la faute lourde, quand celle-ci provient du fait d'un préposé de l'assuré.

Déjà Valin, Emérigon, Pothier, parlant de l'assurance maritime, admettaient l'assurance de la baraterie du patron, comme celle de la faute des autres préposés de l'armateur, en se basant sur l'article 353 du Code de commerce.

Tous ceux qui, à leur suite, ont traité de l'assurance terrestre, ont déclaré qu'il était loisible de s'assurer contre la faute lourde de ses préposés, même en cas de silence de la police.

C'est à tort, croyons-nous, qu'on a imputé des hésita-

tions sur ce point à la Cour suprême en s'appuyant sur l'arrêt de la Chambre des requêtes du 18 avril 1882 (1).

Dans l'espèce qui leur était soumise, les juges du fond avaient commencé par constater l'inexistence de toute faute lourde ; puis, seulement ils avaient déclaré, qu'en tout cas rien n'établissait que l'assuré eût participé lui-même à l'imprudence commise par ses préposés. La Cour de Cassation n'a, dans ces conditions, attaché d'importance qu'à la première déclaration ; elle n'a eu souci d'affirmer en principe, comme la Cour d'Appel, que le contrat d'assurances ne garantit pas l'assuré contre la faute lourde des personnes dont il répond (2).

Quoi qu'il en soit, la Cour de Cassation a toujours maintenu la distinction, depuis 1832 :

Cass., 2^e juin 1886 (Caisse Générale des Familles) : D., 1886-1-265 ; S., 1887-1-369 (note Labbé) ;

Cass., 22 octobre 1894 : D., 1895-1-96 ;

Cass., 28 octobre 1903 : *J. des Ass.*, 1904, p. 158

Adde :

(1) Cass. Req., 18 avril 1882, précité. « ... Attendu que l'assuré est déchu du bénéfice du contrat, lorsqu'on peut imputer soit à lui, soit aux agents dont il est responsable, un dol ou une faute lourde susceptible d'être assimilée au dol. »

(2) *Contra* : M. le Conseiller Durand, dans son rapport sous Cass., 31 décembre 1900 : *Gaz. Trib.*, 28-29 janvier 1901.

« Il n'y a pas de raison pour que la règle de l'article 1384 ne soit pas d'ordre public, comme celle de l'article 1382. Le préposant doit répondre de son choix ; si l'instrument est mauvais, c'est sa faute ; il ne fallait pas qu'il l'acceptât. »

Rouen, 2 mars 1887 : *J. des Ass.*, 1888, p. 199 ;

Poitiers, 10 février 1908 : *Rec. pér. des Ass.*, 1908, p. 67.

Et l'article 21 du projet de loi stipule avec raison :

« L'assureur est garant des dommages et pertes causés même par les personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code civil quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes. »

II. La loi du 9 avril 1898, dans son article 20, a créé un nouveau genre de faute qu'elle a qualifié « d'inexcusable ».

Cette innovation ne prouve-t-elle point que l'assimilation de la faute lourde au dol doit être rejetée en droit français ? On n'aurait pas songé à introduire à côté, peut-être au-dessus de la faute lourde une nouvelle catégorie dans l'échelle des fautes, si l'adage *culpa lata aequiparatur dolo* répondait encore à une réalité.

Qu'est-ce que la faute inexcusable ? La loi ayant oublié de la définir⁽¹⁾, les tribunaux ont essayé de combler cette lacune.

Les uns y ont vu la faute lourde du droit civil, purement et simplement :

Rouen, 28 février 1900 : *Gaz. Pal.*, 20 mars 1900 ;

(1) Cf. Dorville, *La loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents du travail* (*Rev. trim. de droit civil*, 1902, p. 447 et suivantes.)

Riom, 4 avril 1900 : *Rec. pér.*, 1900, p. 320.

Les autres, beaucoup plus nombreux, ont déclaré qu'elle constituait une faute de nature spéciale exigeant des conditions plus rigoureuses que la faute lourde, et plus rapprochée que cette dernière de la faute intentionnelle ou du dol :

Nancy, 7 août 1900 : Simonin, 2, 652.

« La faute inexcusable ne peut consister qu'en une négligence ou un acte bien précis, commis volontairement, non avec l'intention de provoquer un accident, mais en pleine conscience du danger que, par cette négligence ou cet acte, on fait courir à soi-même ou à autrui. »

Rouen, 19 mars 1910 : *Rec. de Rouen*, 1910, p. 82 ;

Id. sens : Trib. civ. Laval, 31 décembre 1908 : *Gaz. Pal.*, 14 février 1909.

C'est cette dernière opinion qui ressort clairement des discussions à la Chambre des députés et au Sénat sur l'article 20 de la loi du 9 avril 1898 (1).

C'est aussi la nôtre : nous en devrions conclure qu'en vertu du principe énoncé plus haut, la faute inexcusable ne peut pas être assurée.

(1) D'ailleurs, si la question du caractère juridique de la faute inexcusable est une question de droit que la Cour de Cassation a seule mission de trancher, celle de savoir si, oui ou non, dans une espèce déterminée, il y a faute inexcusable, appartient aux juges du fait.

Cass. Civ., 21 janvier 1903 : S., 1906-1-239 ;

Cass. Req., 9 mars 1904 ; *Rec. pér.*, 1905, p. 576.

Il résulte néanmoins de toutes les polices contractées en vue de la garantie du risque professionnel créé par la loi de 1898, que l'assureur prend à sa charge la faute inexcusable de l'employeur ou de ses préposés.

Ainsi l'article 1^{er} des Conditions générales de la police de la Prévoyance (modèle n° 11, avril 1905) stipule : « La Compagnie garantit, sans aucune exception ni réserve, le paiement de l'intégralité des indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898... Sont également garanties, par la présente police, les conséquences de la faute inexcusable de l'assuré ou de ses préposés. »

Le caractère forfaitaire attribué par la loi aux indemnités a seul permis aux assureurs de couvrir ce risque, il est bon de le dire. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'un pas important a été accompli, et qu'en matière d'accidents du travail, la faute dite « inexcusable » de l'assuré lui-même est couverte par l'assurance.

III. Une troisième atteinte au principe semble avoir été portée par la jurisprudence, en matière d'assurance-accidents, à propos « des infractions aux lois et règlements ».

On lisait fréquemment, ces dernières années encore, dans les polices, une clause de ce genre : « Sont exclus de la garantie les accidents survenus par suite d'infractions aux lois, ordonnances et règlements relatifs à la sécurité des personnes. »

Un cortège assez imposant de décisions avait déclaré

la clause non seulement licite, mais louable, « en incitant l'assuré à observer les lois (1) » :

Paris, 22 janvier 1887 : S., 1888-2-148;

Cass., 12 février 1896 : *Rec. pér.*, 1896, p. 198;

Paris, 9 mai 1900 : *Rec. pér.*, 1901, p. 656;

Paris, 23 février 1906 : *Rec. pér.*, 1906, p. 553.

Elle devait être exécutée à la lettre, même si l'infraction était imputable à un préposé de l'assuré, même s'il s'agissait d'un fait tombant sous l'application des dispositions générales des articles 319 et 320 du Code pénal :

Cass., 2 juin 1886;

Cass., 12 février 1896 : *Rec. pér.*, 1896, p. 198;

Cass., 5 mars 1900 : D., 1900, 1, 271.

L'arrêt du 12 février 1896 en décidait ainsi par la raison que « les articles 319 et 320 du Code pénal ont pour objet la protection des personnes ».

C'était ranger arbitrairement à côté de la faute lourde, non susceptible de garantie, d'après la jurisprudence, toute espèce d'imprudence commise par l'assuré; c'était même aller plus loin, puisque, d'après ce système, les infractions commises par les préposés de l'assuré étaient exclues!

« Les expressions accumulées dans les articles 319 et

(1) Avant 1898, on rencontre de nombreux arrêts ayant statué sur la loi du 19 mai 1874 et les décrets qui l'ont suivie; réglant le travail des enfants dans les manufactures.

320 du Code pénal, écrit M. Planiol (1) (maladresse, imprudence, inattention, négligence, défaut d'adresse ou de précaution), n'ont pas plus de valeur que le mot faute dont le sens est bien défini : cela comprend tout le domaine qui s'étend entre le fait commis intentionnellement et le fait purement accidentel. »

Ainsi, il aurait suffi d'une peine correctionnelle intervenue pour blessure par imprudence pour motiver l'exclusion de la garantie !

« Le jour où cette thèse serait consacrée par vous, s'écriait M. Babinet, devant la Chambre des requêtes, c'en serait fait du contrat d'assurances lui-même ! (2) »

Nos tribunaux paraissent avoir écouté les justes récriminations des assurés : un second système, beaucoup plus libéral, tend aujourd'hui à prévaloir.

Nous le trouvons, pour la première fois, exposé clairement dans un arrêt de la Cour de Paris du 5 mai 1896 (3) :

« La clause qui exclut les infractions aux lois et règlements ne peut, à peine de réduire à néant l'objet et les effets de l'assurance, s'entendre de tout manquement aux dispositions du droit commun, toute faute correspondant, en général, à une violation soit de la loi, soit des règlements et ordonnances... Dans l'intention commune des parties, le contrat a précisément pour but de

(1) Planiol, note sous Paris, 10 septembre 1893 : D., 1894-2-521.

(2) Rapport sous Cass. Req., 18 avril 1882, précité.

(3) Paris, 5 mai 1896 : Simonin, 2, 479.

garantir l'assuré contre les risques de tous accidents causés par l'inobservation des lois, ordonnances ou règlements des préventifs, soit par une faute d'une gravité telle qu'elle puisse être assimilée à une faute volontaire ou au dol. »

Depuis, de nombreux arrêts ont décidé pareillement que la clause qui nous occupe était sujette à interprétation, et que ce n'était pas violer l'article 1134 du Code civil que de distinguer, devant une disposition aussi vague, entre l'infraction constituant une faute légère, garantie par l'assurance, et celle qui confine au dol, et par là doit être exclue :

Aix, 20 février 1901 : *Rec. pér.*, 1901, p. 657;

Besançon, 8 décembre 1906 : *Rec. pér.*, 1907, p. 26;

Paris, 9 mars 1907 : *Rec. pér.*, 1908, p. 529 ;

Aix, 4 mars 1909 : *Rec. pér.*, 1910, p. 36 ;

Dijon, 5 mai 1909 : *Rec. pér.*, 1909, p. 622

Ajoutons-y de fréquentes décisions du Tribunal civil de la Seine, dont l'une, du 11 février 1902 (1), va jusqu'à proclamer léonine et nulle la clause d'une police excluant de la garantie tout accident dans lequel on peut relever une contravention à la police du roulage.

Par le mot « règlement », précisent d'autres arrêts, il faut entendre seulement les actes émanés de la puissance publique (1) et, non pas des règlements particu-

(1) Trib. civ. Seine, 11 mars 1902 : *Le Droit*, 24 mai 1902.

(1) *Sic* : Tarbouriech, *Des Assurances contre les Accidents du travail*, p. 249 ;

Villetard de Prunières, *Assurances contre les Accidents du travail*, n° 121.

liers applicables aux seuls préposés de l'assuré :

Paris, 2 mars 1893 : S., 1893-2-158 ;

Trib. civ. Seine, 11 novembre 1896 : *Rec. pér.*, 1897, p. 99 ;

Cass., 23 décembre 1902.

Une seule restriction serait à faire dans le cas où l'assuré se serait engagé formellement, sous peine de n'avoir droit à aucune indemnité, à respecter une loi ou un règlement spécialement visés dans la police, et dont le texte y serait reproduit intégralement : l'article 1134 s'imposerait alors :

Toulouse, 3 février 1886 : *Rec. pér.*, 1886, p. 149 ;

Lyon, 16 mai 1896 : *Rec., pér.*, 1896, p. 581.

Cette dernière réserve, si elle était consacrée par la Cour de Cassation, pourrait offrir un danger sérieux : les assureurs prendraient volontiers l'habitude de reproduire dans leurs polices un certain nombre de dispositions législatives.

Mieux vaudrait, comme l'a proposé la Société d'Études législatives (2), exiger que le règlement visé fût reproduit par écrit dans la police au lieu d'être imprimé, de façon à ce qu'il ressortît du texte.

Mieux vaudrait encore, selon nous, supprimer complètement la restriction.

Certains auteurs, comme M. Saintelette, mécontents des tendances actuelles de la jurisprudence, ont préco-

(2) Cf. Capitant, *Bull. de la Soc. d'Et. Lég.*, 1906, p. 535.

nisé un système mixte : sans doute, disent-ils, la clause incriminée ne vise pas les infractions tombant sous le coup des articles 319 et 320 du Code pénal, à peine d'être léonine, mais, cette réserve faite, elle n'est point sujette à interprétation, et la convention doit faire la loi des parties, quelle que soit l'infraction commise :

« En une matière aussi grave, qui intéresse tant la sécurité publique, il importe que la déchéance résulte, non d'une appréciation arbitraire et variable, mais de la constatation certaine d'un fait matériel, à savoir l'existence même de la contravention (1). »

D'autres (2), au contraire, admettent l'exclusion dès que la faute tombe sous le coup des articles 319 et 320 du Code pénal, en se refusant toutefois à priver l'assuré du bénéfice de son contrat pour une infraction à une loi ou à un règlement quelconque, ce règlement fût-il relatif à la sécurité des personnes. L'argument fourni, c'est que « la faute pénale proprement dite offre un caractère de gravité particulière, si bien que l'acquittement sur une poursuite basée sur les articles 319 et 320 du Code pénal n'empêche pas, d'après une jurisprudence constante, l'allocation, par le tribunal civil, de dommages-intérêts en vertu de l'article 1382 du Code civil ».

Ce dernier raisonnement ne nous convainc pas : l'al-

(1) Saintelette, sous Dijon, 5 mai 1909 : *Bull. des Ass.*, 1909, p. 182.

(2) Note signée L. S. sous Cass., 12 février 1896 : *D.*, 1896-1-399.

location de dommages-intérêts s'explique bien plus par le désir de réparer le dommage causé que par l'idée de la gravité du fait reproché. Et dès lors, n'est-ce pas justement le cas de faire jouer l'assurance au lieu de l'exclure ?

Quant à M. Sainctelette, en se dérochant derrière l'article 1134, il semble affirmer que l'assuré s'est rendu un compte exact, en signant sa police, de l'étroit filet de prescriptions qui l'enserraient de toutes parts et dont la violation pouvait, tout en engageant sa responsabilité, entraîner pour lui la déchéance : est-ce toujours le cas ? Nous en doutons fort.

Le dernier système de la jurisprudence nous apparaît donc suffisamment large et libéral. Il ne voit plus une faute lourde, exclue de la garantie, dans « toute contravention aux lois, ordonnances et règlements ». Les juges du fait apprécieront seuls s'ils se trouvent en face d'un de ces actes qui, par l'imprudence ou la négligence vraiment coupables de son auteur, lui enlèvent le droit de réclamer le bénéfice de l'assurance.

Bien entendu, dans ces conditions, toute infraction commise par un préposé de l'assuré, même constitutive d'une faute lourde, reste à la charge de l'assureur : cela se déduit indirectement des arrêts précédents qui ne parlent que de la faute lourde de l'assuré lui-même, de la jurisprudence que nous avons exposée plus haut et qui admet, depuis 1886, l'assurance de la faute lourde du préposé.

En outre, cela résulte directement de quelques arrêts de la Cour de Paris :

Paris, 6 janvier 1888 : *France jud.*, 1888, p. 141 ;

Paris, 1^{er} février 1893 : D., 1893-2-417 ;

Paris, 9 mars 1907 : *Gaz. Trib.*, 20 septembre 1907.

Emportées d'ailleurs par les nécessités de la pratique, beaucoup de Compagnies dans leurs polices les plus récentes, n'insèrent plus la clause d'exclusion en cas d'infractions aux lois et règlements (1). Nous ne saurions que les en féliciter, confiants que les juges sauront toujours faire respecter la vie des tiers en rendant les assurés prudents par l'exclusion impitoyable de toute faute intentionnelle (2), qu'elle constitue ou non une infraction aux lois et règlements.

Bien plus, on voit certaines polices (3) où sont insérées des clauses comme celle-ci :

« Sont expressément compris dans la garantie les accidents résultant des causes ci-après :

(1) La Zurich (Police d'assurance contre la responsabilité civile professionnelle en cas d'accident corporel causé aux tierces personnes, modèle 35, octobre 1910) dit simplement dans l'article 1 des Conditions générales : « Sont exclus de la garantie les accidents corporels causés intentionnellement ou sciemment et ceux résultant de l'usage d'un moyen de transport »

(2) Le fait intentionnel est formellement exclu, même par la loi du 9 avril 1898. Cf. art. 20, § 1.

(3) La Zurich, Police d'assurances contre les accidents causés aux tierces personnes par les automobiles, modèle 40, 1910, Cond. gén., art. 1.

« Absence momentanée, sommeil ou ivresse du conducteur ;

« Remorque, conduite à bras, défaut d'éclairage ou mauvais état du véhicule...

« *Contravention aux règlements de police*, sauf en ce qui concerne le permis de conduire. »

L'ivresse elle-même est donc garantie !

Quoi d'étonnant ? De nombreux arrêts décident que l'ivresse constitue la faute inexcusable de la loi de 1898 :

Paris, 24 novembre 1900 : D., 1901-2-60 ;

Nancy, 27 mars 1901 : D., 1902-2-23 ;

Rennes, 18 novembre 1901 : Sim., 2, 792 ;

Paris, 3 juin 1902 : *Rec. pér.*, 1902, p. 400 ;

Paris, 5 novembre 1902 : *Gaz. Pal.*, 3 février 1903.

La Cour de Nancy (1) avait même été jusqu'à dire, voilà plus de vingt-cinq ans, que la loi du 23 janvier 1873 avait eu pour but non d'empêcher les accidents, mais de réprimer un scandale public ; et qu'en conséquence, l'ivresse ne constituait pas une infraction aux lois et règlements entraînant pour l'assuré exclusion du risque garanti.

Il est temps de conclure. Tant d'atténuations à un principe lui portent une rude atteinte. On a commencé par nous dire : l'assurance ne peut garantir la faute lourde.

Puis nous avons vu successivement que, si la responsabilité de l'assuré était engagée :

(1) Nancy, 15 novembre 1884 : S., 1885-2-104.

1° Par une faute lourde et même un dol de son préposé ;

2° Par sa propre faute inexcusable (loi de 1898) ;

3° Par une infraction aux lois et règlements ne constituant pas une faute lourde assimilable au dol :

L'assurance était possible.

Le moment n'est-il pas venu de faire un pas de plus et de décider qu'en matière d'assurance de responsabilité, toute faute lourde de l'assuré lui-même est couverte par l'assurance? Nous le croyons sincèrement, et c'est à regret que nous lisons dans l'article 20 de notre projet de loi : ... « Les pertes et dommages occasionnés par cas fortuit ou par la faute de l'assuré sont à la charge de l'assureur. Toutefois, l'assureur ne répond pas, notwithstanding toute convention contraire, des pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou *d'une faute lourde* de l'assuré. »

Étant données les positions acquises, cette solution consacre un véritable recul. M. Dupuich propose, avec raison, un paragraphe additionnel : « Par dérogation à l'article 20, l'assurance de responsabilité garantit les conséquences de la faute lourde de l'assuré, sauf convention contraire (1). »

(1) Cf. *Bulletin de la Soc. d'Et. Lég.*, 1905.

CHAPITRE II

DE L'ATTRIBUTION DE L'INDEMNITÉ D'ASSURANCE

En présence d'un événement qui engage la responsabilité de l'assuré, quels sont les droits du tiers lésé ? Est-il réduit à son recours contre le responsable, ou bien a-t-il une action contre la Compagnie d'assurances, et quelle espèce d'action ? A défaut d'action peut-il invoquer un privilège sur l'indemnité d'assurance ?

Les principes que nous avons exposés au début du chapitre précédent sur la nature de l'assurance de responsabilité nous dictent, pour ainsi parler, la réponse à ces questions, et leur oubli seul a pu conduire les auteurs à des solutions inconciliables avec l'esprit du contrat qui nous occupe.

I

ACTION DIRECTE

Nous avons dit que l'assuré, en signant sa police, n'était guidé par aucune considération altruiste : il ne songe point, comme en matière d'assurance sur la vie,

aux intérêts d'une personne chère qu'il veut préserver de la gêne ou de la ruine. Aucun esprit de libéralité ne le pousse à faire, chaque année, sous forme de primes, l'abandon d'une certaine somme, pour constituer un jour un capital à autrui. Il stipule pour son propre compte, dans la ferme intention de garantir son patrimoine personnel d'une atteinte capable de lui causer un préjudice grave.

Si la pensée du dommage à réparer chez sa victime — un inconnu, pour lui, au moment de la naissance du contrat — s'est présentée à lui, c'est à titre subsidiaire : que l'assureur le débarrasse d'un recours gênant (en versant une indemnité petite ou grosse au tiers lésé, en transigeant avec lui, en le déboutant même complètement de ses prétentions, peu importe), et l'objet de l'assurance sera rempli ; les primes n'auront pas été inutilement payées, puisque l'assuré sortira indemne de l'aventure. Nous n'hésitons pas à exagérer ce parti-pris d'égoïsme chez le signataire de la police, pour l'instant du moins, afin de faire clairement ressortir qu'aucune idée de stipulation pour autrui, ni de gestion d'affaires, ni de délégation tacite d'indemnité, ni de subrogation virtuelle de la victime dans ses propres droits, ni même de mandat, n'a occupé l'assuré. (1)

Il nous restera plus tard à montrer s'il n'existe pas

(1) La Compagnie, de son côté, n'a entendu traiter qu'avec son assuré, et par conséquent, n'être actionnée que par lui.

un moyen facile de sauvegarder les intérêts de la victime, tout en ne changeant pas le caractère essentiel de la convention.

Au moment de s'engager, elle a fait une enquête sur la situation de son futur client, elle a ensuite accepté *ses* déclarations ; elle *lui* a promis sa garantie, édictant contre *lui* des déchéances sévères, exigeant *de lui* de la tenir au courant des événements qui pourraient modifier *ses* risques de responsabilité ; pendant de longues années, elle a encaissé *de lui* des primes importantes. De quel droit un tiers pourrait-il donc se prévaloir pour venir lui réclamer une indemnité ? A juste titre, l'assureur lui répondra : *Res inter alios acta...*

Pour la victime, d'ailleurs, n'est-ce pas une circonstance fortuite que le responsable soit assuré ? S'il ne l'était pas, diminuerait-il pour cela le montant de sa réclamation ?

Un arrêt de la Cour de Nancy (1) a jadis proportionné l'indemnité aux ressources du responsable, mais il n'a pas fait jurisprudence.

Qui forçait le responsable à s'assurer et à faire ainsi acte de prévoyance ? Le tiers lésé « n'a rien fait, ni rien payé pour en profiter. *Jura vigilantibus succurrunt* (2). »

Le tiers ne peut donc avoir aucune action directe contre la Compagnie d'assurances, puisqu'il est com-

(1) Nancy, 29 décembre 1874 : D., 1879-2-47.

(2) Dupuich, note sous Cass. Civ., 30 octobre 1906 : D., 1908-1-265.

plètement étranger au contrat qui la lie à son assuré.

Qu'importe après cela que la Compagnie ait stipulé dans ses polices — comme il arrive toujours — qu'en cas de procès elle plaidera au nom de l'assuré, qu'elle prendra son fait et cause? Ce n'est là qu'un aspect des conventions intervenues entre elle et l'assuré : le tiers lésé doit les ignorer : dans le recours qu'il forme, il n'attaque qu'une partie, l'auteur du dommage : s'il plaît à ce dernier de se faire représenter au procès par un mandataire plus capable que lui-même de défendre ses intérêts, mieux au courant des difficultés et des ressources de la procédure, libre à lui ! Le tiers, certes, pourra s'en plaindre, jusqu'à un certain point, car il aura affaire à forte partie. Mais les agissements de son adversaire n'ont là rien que de très légitime ; ils ne peuvent, en tout cas, donner au tiers plus de droits qu'il n'en résulte pour lui de l'article 1382 du Code civil.

La jurisprudence l'a bien compris.

« Le contrat d'assurance garantissant l'assuré contre sa responsabilité civile, dit très bien un arrêt de la Cour de Paris du 25 mai 1895 (1), ne crée aucun lien de droit entre la victime et l'assureur, et on ne saurait y voir ni une stipulation pour autrui dans les termes de l'article 1121 du Code civil, ni un mandat au profit de la victime de l'accident, pas plus d'ailleurs qu'on ne saurait faire à un tel contrat l'application de l'article 1156

(1) Paris, 25 mai 1895 : D., 1896-2-241.

du Code civil, touchant la commune intention des parties, même si la Compagnie a pris le fait et cause de son assuré. En conséquence, la victime de l'accident ne peut agir contre l'assureur qu'en exerçant, en vertu de l'article 1166 du Code civil, les droits de l'assuré son débiteur. »

Nous faisons les plus expresses réserves sur ce droit qu'aurait la victime d'invoquer l'article 1166 du Code civil. L'action que possède l'assuré contre la Compagnie, née du contrat, mais ne sortant à effet que du jour où sa responsabilité est mise en mouvement, n'est-elle pas un de ces droits exclusivement attachés à la personne, et que les créanciers de l'intéressé ne peuvent exercer ? La responsabilité est chose essentiellement subjective : variable et complexe comme l'individu lui-même, ne lui emprunte-t-elle pas ses plus forts caractères ? Dès lors le contrat qui la garantit peut-il être mis à profit par un tiers ?

Une autre difficulté provient d'ailleurs de ce que l'action de l'assuré contre son assureur n'existe que par l'action du tiers contre l'assuré : cette dernière disparaît-elle, la raison de la garantie de l'assureur n'existe plus, l'objet de l'assurance s'évanouit. Il faut donc que le tiers — en admettant qu'il puisse user de l'article 1166 — engage simultanément deux procès, l'un contre le responsable, l'autre, conséquence immédiate du premier, contre la Compagnie. A aucun moment, il ne peut mettre hors de cause le responsable, sans perdre par là

même le motif de son action contre la Compagnie. Et nous aboutissons à cette étrange situation d'une même personne qui ne doit pas cesser d'agir en son propre nom si elle veut continuer d'agir au nom de son débiteur. Son abstention sur la première action est la condition résolutoire de la seconde !

Quoi qu'il en soit de ce point délicat, la jurisprudence, nous l'avons dit, a toujours refusé l'action directe au tiers lésé contre la Compagnie d'assurances, qu'il s'agit de risque locatif, de recours des voisins, ou de réclamations à propos d'accidents (1).

Nancy, 7 février 1867 : D., 1867-2-73 ;

Montpellier, 5 mai 1888 : D., 1888-2-292 ;

Douai, 24 décembre 1899 : S., 1899-1-344 ;

Cass., 5 décembre 1899 : S., 1901-1-455 (incendie) ;

Cass., 30 octobre 1906 (1^{re} esp.), précité (accidents).

Elle avait eu quelques hésitations, au lendemain de la loi du 19 février 1889 :

Nancy, 13 mai 1893 : D., 1894-2-439 ;

Lyon, 4 juillet 1894 : *J. Ass.*, 1896, p. 477.

Mais elle s'est promptement déjugée, et cela, définitivement.

Cass., 5 décembre 1899 : *Rec. pér.*, 1900, p. 12 ;

Cass. civ., 5 septembre 1900 : *Gaz. Trib.*, 2 février 1900.

(1) Un arrêt isolé de la Cour de Paris, du 13 mai 1837 (S., 1837-2-370), avait vu dans l'assurance contractée par un locataire une stipulation au profit du propriétaire.

Notamment, à propos de l'assurance collective dont nous avons déjà parlé, elle avait su faire très nettement les distinctions nécessaires, et si elle accordait à l'ouvrier une action directe contre l'assureur, c'était à condition qu'il ne fût pas question de l'assurance de responsabilité civile, jointe à l'assurance collective.

Alors seulement on peut dire que le patron a géré l'affaire de ses ouvriers, qui ont ratifié cette gestion, en participant au paiement des primes :

Cass. civ., 1^{er} juillet 1885 : S., 1885-1-402 ;

Rennes, 22 mars 1887 : D., 1888-2-224 ;

Paris, 22 juillet 1897 : S., 1898 2-257 ;

Cass., 19 décembre 1900 : D., 1901-1-153 ;

Bordeaux, 3 août 1909 : *J. de Bordeaux*, 1910, p. 14.

Ou bien, on peut y voir une stipulation pour autrui, si l'ouvrier n'a subi aucune retenue sur ses salaires :

Cass. civ., 15 mai 1899 : D., 1900-1-169, 2^e esp. ;

Alger, 16 novembre 1898 : D., 1900-2-482.

Mais devant l'assurance de responsabilité, aucune de ces explications, pas plus que celles données par M. Thaller (1), en évoquant la « commission d'assu-

(1) Thaller, *Annales de Droit commercial*, 1890, p. 113. L'idée de commission d'assurances suppose un mandat conventionnel qui aurait été ratifié par les ouvriers : est-ce bien plausible, puisque les ouvriers se trouvent compris dans l'assurance, même à leur insu ?

rances », et par M. Planiol (1) qui faisait du patron l'assureur de ses ouvriers, ne peut et ne doit tenir : l'ouvrier n'a pas d'action directe contre l'assureur.

Paris, 19 juin 1888 : S., 1897-2-201 ;

Cass., 24 juillet 1884 : *J. Ass.*, 1884, p. 561 ;

Paris, 25 mai 1895 précité ;

Paris, 4 avril 1900 : *Sim.*, 1, 217 ;

Cass. civ., 30 octobre 1906 (2^e esp.) : S., 1908-1-441.

Un arrêt isolé de la Cour de Douai se prononce en sens contraire :

Douai, 11 juillet 1895 : D., 1897-2-369.

Il a donné lieu à de sévères critiques. Quelle que soit l'élasticité donnée à l'article 1121 du Code civil, pour faire profiter de tierces personnes de contrats auxquels elles n'ont pas été parties, on ne peut voir dans une assurance de responsabilité « un engagement contracté pour obéir à un simple sentiment d'équité, de conscience, de délicatesse ou d'honneur(2) et « ayant une cause intéressée, juridiquement suffisante pour justifier l'action directe du tiers lésé contre l'assureur (3).

Un argument d'analogie, qui n'a pas été suffisamment remarqué jusqu'à ce jour, vient confirmer puis-

(1) Planiol, note sous Rouen, 25 janvier 1892 : D., 1893-2-121. Cette théorie a le tort de forcer le patron, assureur volontaire, à payer une indemnité à ses ouvriers, même dans le cas où il n'aurait pas de recours utile contre la Compagnie.

(2) Aubry et Rau, *Droit civil*, IV, § 297, p. 11.

(3) *Contra* : Villetard de Prunières, *Assurance contre les accidents du travail*.

samment cette thèse. Nous le tirons du contrat de réassurance.

Tout le monde sait que la réassurance (1) est une opération par laquelle un assureur se décharge sur autrui, en tout ou en partie, moyennant le paiement d'une prime, des risques dont il s'est rendu garant.

En d'autres termes, elle équivaut à une assurance de la responsabilité du premier assureur.

Or, il est universellement admis, tant en doctrine qu'en jurisprudence, que la réassurance n'établit aucun lien direct entre le réassureur et l'assuré primitif. Elle n'opère pas subrogation.

Guidon, de la Mer, chap. II, art. 19 ;

Emerigon, *Traité des assurances et des contrats à la grosse*, chap. VII, section XIV.

Si, en cas de faillite de l'assureur, l'assuré, créancier de l'indemnité, n'obtient qu'un dividende, il ne pourra pas agir pour le surplus contre le réassureur :

« Attendu, dit un jugement du Tribunal de la Seine (2), que le contrat de réassurance, distinct et indépendant du contrat d'assurance, n'a en rien modifié la situation qu'avait l'assuré par rapport à son assureur : attendu que ce contrat ne comporte aucune

(1) Cf. Crémieu, *De la réassurance* (*Rev. trim. de Droit civil*, n° 322, 1909, p. 44).

(2) Trib. Seine, 12 décembre 1855 : *J. Ass.*, 1856, p. 76 ;

Id. sens : Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, VI, p. 257 et suivantes ;

Pouget, v° *Réassurance*, p. 731.

novation ni substitution de personnes, et n'a entraîné aucune relation légale entre l'assuré primitif et le réassureur qui restent complètement étrangers l'un à l'autre, on ne saurait reconnaître à l'assuré le droit de réclamer au réassureur ce qu'il n'a pu obtenir de son assureur. »

Notons, pour en finir avec le procès de l'action directe, que l'article 16 (premier et dernier alinéa) de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905, en permettant à la victime de l'accident d'actionner directement en justice l'assureur du patron, semble bien lui avoir donné en même temps ce dernier pour débiteur direct.

M. Lyon-Caen appuie cette opinion de raisons très sérieuses, dans une longue note sous l'arrêt de la Cour de Cassation du 30 octobre 1906.

II

PRIVILÈGE

A défaut d'action directe, la victime a-t-elle un privilège sur l'indemnité d'assurance ?

Supposons que l'indemnité d'assurance soit tombée dans le patrimoine du responsable. Elle y est entrée, non pas pour réparer le préjudice causé par le versement préalable de dommages-intérêts à la victime — notre assurance est préventive — mais bien pour éviter à l'assuré de toucher à ses propres capitaux, en met-

tant à sa disposition une somme destinée à désintéresser la victime, donc, frappée d'une affectation spéciale.

Mais cette affectation n'est pas opposable aux créanciers de l'assuré pour lesquels l'indemnité fait désormais partie de leur gage commun, aux termes de l'article 2093 du Code civil.

Dès lors, que l'assuré soit un commerçant dont les affaires périclitent, que sa faillite soit déclarée, et voilà le tiers lésé réduit à venir au marc le franc, en concours avec les autres créanciers, sur l'indemnité d'assurance ! Désintéressé pour partie seulement, ce dernier conservera son recours pour le surplus contre le responsable, que son assurance aura, de la sorte, insuffisamment garanti.

Nous admettons, notons-le bien, en formulant ce raisonnement, que tout mauvais calcul, tout esprit de spéculation est exclu de la pensée de l'assuré : car on peut très bien supposer qu'à la veille d'une catastrophe financière, l'assuré provoque, par une négligence coupable, la survenance d'un événement qui engagera sa responsabilité, pour lequel il touchera de la Compagnie une somme suffisant à le tirer momentanément de ses embarras pécuniaires. Et même, s'il est tombé en faillite, l'appoint de l'indemnité ne lui permettra-t-il pas d'offrir un plus gros dividende à ses créanciers et d'obtenir plus facilement un concordat (1) ?

(1) Cf. Darras, *Annales de Droit commercial*, 1890, p. 50.

Ce n'est pas tout. Et la mauvaise foi peut se rencontrer du côté de l'assureur.

Dans une espèce récente soumise à la Cour de Cassation (1), un industriel, après avoir été condamné dans un procès en responsabilité à d'importants dommages-intérêts envers sa victime, avait été mis en liquidation judiciaire, puis avait obtenu un concordat. Son assureur de responsabilité, aux termes d'un pourvoi dirigé contre un arrêt de la Cour de Grenoble, refusait de lui verser la totalité de l'indemnité fixée par le juge (ou, plus exactement, le montant du maximum de garantie stipulé dans la police, lequel était inférieur aux dommages-intérêts prononcés par le tribunal), sous prétexte que, le concordat réduisant la victime à un dividende comme tous les autres créanciers du liquidé, la perte réellement supportée par ce dernier se réduisait au seul montant de ce dividende.

La Cour suprême, devant laquelle la question se posait pour la première fois (2), n'hésita pas à débouter la Compagnie de cette singulière prétention, en invoquant

(1) Cass. civ., 31 octobre 1906 : S., 1907-1-5.

(2) Plusieurs Cours d'appel avaient donné raison aux Compagnies en disant qu'elles n'étaient tenues de verser qu'un dividende :

En matière accidents : Paris, 19 juin 1888 : *France jud.*, 1888, p. 303 ;

En matière de risque locatif : Douai, 2 décembre 1869 : S., 1870-2-295 ;

Paris, 8 décembre 1879 : S., 1880-2-234.

Il est intéressant de rapprocher de l'arrêt de la Cour de Cassa-

l'engagement pris par elle, suivant l'article 1^{er} de sa police, de garantir intégralement l'assuré contre toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité.

C'était interpréter très exactement la convention. Et les divers commentateurs de l'arrêt, pour le justifier en équité, ont produit des arguments qui sont loin de valoir celui-là. « Un événement postérieur à la condamnation, dit M. Perreau (1), reste sans influence sur le montant de l'indemnité due par l'assureur », laquelle est définitivement fixée par le jugement. Et il ajoute que pareille solution s'appliquerait encore « aux hypothèses soit de faillite, même non suivie de concordat, ou de déconfiture de l'assuré, soit de remise ou de diminution de dette consentie par la victime postérieurement au jugement ou à la transaction fixant le chiffre de l'indemnité due en vertu de l'accident ».

Erreur ! Si le sinistré consent à une transaction, ce n'est plus le jugement qui est la mesure du montant de son recours. S'il remet sa dette intégralement au responsable, c'est qu'il se désiste de sa réclamation : le patrimoine de l'assuré ne souffre plus aucun préjudice, et partant, aucune raison, pour l'assureur, de verser une indemnité.

tion une décision déjà ancienne de la Cour de Montpellier, déclarant qu'en cas de faillite de l'assureur la Compagnie de réassurance est tenue au paiement du tout :

Montpellier, 15 mai 1872 : S., 1873-1-213 ; D., 1874-2-165.

(1) Perreau, *Revue Crit.*, 1907, p. 580.

M. Lyon-Caen (1) tombe dans la même confusion quand il affirme que « l'assureur est tenu de payer sans se préoccuper de l'exécution donnée à la condamnation et des faits qui peuvent empêcher qu'elle ne soit exécutée en entier... Le principe que l'assurance est un contrat d'indemnité ne va pas jusqu'à empêcher l'assuré de réaliser un certain profit par suite d'événements que les parties n'ont pu prévoir. Il n'y a, en réalité, aucun inconvénient à ce que cela se produise. »

L'inconvénient existe, au contraire, selon nous, et très gravé. Il suffit d'une pareille éventualité pour faire naître dans l'esprit de l'assuré des calculs coupables.

On peut fortifier l'opinion de la Cour de Cassation par de meilleures raisons tirées du droit commercial :

La première, suivant laquelle le concordat, loin de profiter à un débiteur du failli, ne peut avoir d'effet qu'à l'égard de ses créanciers, en vertu de l'article 516 du Code de commerce.

La seconde, souvent répétée, qui montre dans le failli concordataire une personne tenue d'une obligation naturelle, et ne réalisant par conséquent aucun bénéfice le jour où elle touche de l'assureur la totalité de l'indemnité.

Ajoutons que, si les prétentions des assureurs étaient écoutées, le tiers lésé, déjà réduit à un dividende sur sa

(1) Lyon-Caen, note sous Cass., 31 octobre 1906 : S., 1907-1-5.
Cf. aussi note Appert, sous Paris, 25 mai 1895 : S., 1897-2-201.

créance en vertu de la faillite de l'assuré, ne serait plus payé qu'avec le dividende d'un dividende, puisque l'assureur ne paierait lui-même à la masse qu'un dividende.

En dépit de ces conséquences injustifiables, la Zurich stipule dans une de ses polices (1) qu'en « cas d'action civile intentée à l'assuré et résultant d'un accident garanti, la Compagnie suit et dirige le procès... étant fait observer que toute cause venant réduire l'obligation de l'assuré, telle que liquidation ou faillite étrangère à l'accident, bénéficie de plein droit à la Compagnie ».

Nous ne saurions protester trop vivement contre de pareilles clauses qui sont en contradiction avec la nature de la convention de garantie passée entre l'assureur et l'assuré, et violent la plus élémentaire équité.

Fermons maintenant cette trop longue parenthèse et laissons la bonne foi présider aux rapports de l'assureur et de l'assuré. Nous avons dit que l'indemnité une fois tombée dans le patrimoine du responsable, demeure exposée aux vicissitudes qu'il peut subir, et que, dans certains cas, l'assuré, malgré sa bonne volonté, ne pourra désintéresser intégralement avec elle sa victime.

C'est alors qu'on a songé à armer cette dernière d'un privilège, ou de quelque chose d'équivalent, pour la

(1) Police d'assurance de la responsabilité civile vis-à-vis des tierces personnes (Industries, commerces et exploitations de toute nature) Avril 1908, modèle 15, article 11, § 3.

faire triompher dans son conflit avec les autres créanciers de l'assuré. Et, pour mieux arriver au but, on a invoqué un précédent législatif, l'article 3 de la loi du 19 février 1889 : « En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits aient été désintéressés des conséquences du sinistre. »

Que d'explications ont été données de ce malheureux texte !

M. Panier (1) y voit la consécration d'un droit de rétention semblable à celui de l'antichrésiste (art. 2087, C. civ.) au profit du [bailleur ou du voisin lésés, mais que l'assureur de responsabilité est chargé d'exercer pour le compte de l'auteur du recours.

M. de Loynes (1), épousant cette dernière idée, parle « de sorte de droit de rétention, car le devoir imposé à l'assureur de ne pas payer entraîne pour lui le droit de retenir la chose due, non dans son propre intérêt, mais dans celui du tiers, son assuré ».

C'est à juste titre qu'une pareille assimilation a été repoussée par M. Planiol (2) : « Le droit de rétention, dit-il, est une garantie attachée à une créance, un moyen indirect de contraindre le débiteur à s'exécuter ; il ne

(1) Panier, *Attribution des indemnités d'assurances*.

(1) De Loynes, *Des privilèges*, t. I, n° 295 I, 2^e éd.

(2) Note sous Paris, 25 mai 1895 ; D., 1896-2-241.

peut donc être accordé qu'à un créancier ; or la Compagnie d'assurances est débitrice. »

Malheureusement, M. Planiol propose à la place une interprétation qui enlève à l'assurance de responsabilité son caractère éminemment préventif : « Le recours de l'assuré contre la Compagnie, écrit-il, ne naît ni du fait du dommage causé par lui à autrui, ni de l'action exercée contre lui, ni même du jugement qui le condamne en liquidant les dommages et intérêts dus à la victime... L'obligation de l'assureur est conditionnelle ; il ne doit rien, tant que l'assuré n'a pas indemnisé la victime. »

L'examen des travaux préparatoires nous confirme dans cette idée que le législateur, lui aussi, s'est mépris sur la nature de notre contrat : « Il est clair, disait M. Maunoury, rapporteur de la loi, que le droit pour les assurés de réclamer à leur profit le versement de l'indemnité ne naîtra que lorsqu'ils l'auront payée au propriétaire, car c'est contre le risque de ce paiement qu'ils ont contracté l'assurance (1). » La garantie promise par l'assureur est un leurre, si l'assuré se voit tout d'abord contraint de payer, avant de s'adresser à lui.

Seul, M. Darras donnait une explication pleinement raisonnable : « La Compagnie peut ne payer qu'au propriétaire ; bien plus encore elle ne doit payer qu'à lui, car si le propriétaire n'a reçu qu'un dividende (en cas de

(1) Cf. D. 1889-4-31, note 2.

faillite suivie de concordat de l'assuré), il conserve contre l'assuré ses droits de poursuite et dès lors le but de l'assurance n'est pas rempli (1). » Nous y reviendrons, mais qu'il nous suffise de constater que les profondes divergences des auteurs montrent assez l'incertitude créée dans les esprits par la rédaction embarrassée de l'article 3.

Aussi, bien que la jurisprudence admette, depuis de longues années, que la loi de 1889 a rendu le propriétaire créancier privilégié sur l'indemnité d'assurance :

Lyon, 25 février 1892 : *Rec. pér.*, 1892, p. 301 ;

Bordeaux, 24 décembre 1895 : *Rec. pér.*, 1896, p. 179, en lui conférant ainsi un droit qu'elle lui refusait auparavant :

Cass. Req , 20 décembre 1859 : B. de M., I, 89 ;

Cass., 31 décembre 1862 : B. de M., I, 98,

Nous lui opposons la même formule qui paralysa jadis les efforts faits par M. Labbé (2) pour instaurer son ingénieuse théorie des privilèges sur les créances : « Pas de privilège sans texte. »

Certains arrêts ont voulu généraliser, en faveur du créancier, l'article 1303 du Code civil, aux termes duquel, « si la chose est périe, mise hors du commerce ou perdue sans la faute du débiteur, il est tenu, s'il a quelques droits ou quelques actions en indemnité par rapport à cette chose de les céder à son créancier », et

(1) Cf. *Annales de Droit commercial*, 1889, p. 241 et 1890, p. 48.

(2) Labbé, *Rev. Crit.*, 1876, p. 571 et 665.

l'article 1934 qui impose la même obligation au dépositaire.

Lyon, 23 avril 1861 : D., 1862-2-114 ;

Trib. civ. Seine, 3 mars 1883 : *Journal des faillites*, 1883, p. 176.

Il est facile de répondre que ces textes du Code ne visent que des hypothèses restreintes, tout comme la loi de 1889, d'ailleurs, qui s'applique seulement à deux cas de responsabilité.

En outre, ils supposent qu'il n'y a point faute du débiteur, donc qu'il n'est pas responsable : comment, dès lors, appliquer ces textes à notre matière ?

Sortis du domaine d'application de la loi de 1889, nos tribunaux refusent tout privilège à la victime sur l'indemnité d'assurance :

Lyon, 7 juin 1878 : *J. Ass.*, 1879, p. 145 ;

Cass., 2 juin 1886 : S., 1886-1-449 ;

Cass., 24 juillet 1884 : S., 1885-1-128 ;

Paris, 19 juin 1888 : S., 1897-2-201.

Paris, 25 mai 1897 précité ;

Cass., 31 octobre 1906 précité, 2^e esp.

Si on commet l'imprudence de laisser l'indemnité d'assurance tomber dans le patrimoine du responsable, c'est la seule solution logique, bien qu'elle conduise à des conséquences regrettables, comme nous l'avons exposé plus haut : la situation est résumée par M. Dalloz (1) en

(1) Dalloz, *Recueil périodique*, 1870-2-145.

termes excellents qui peuvent être étendus à tous les cas d'assurance de responsabilité :

« Si le locataire avait été moins précautionneux, écrit-il à propos de l'assurance du risque locatif, le propriétaire viendrait simplement en concurrence avec les autres créanciers sur l'actif diminué de l'indemnité d'assurance. — S'il y a eu assurance, le bailleur prend sa part proportionnelle de l'indemnité; sa situation est donc meilleure dans une certaine mesure. Quant aux autres créanciers, ils bénéficient de la prévoyance de leur débiteur, comme de toute autre opération prudemment et habilement faite par celui-ci et ayant eu pour effet d'augmenter son avoir. Chacun retire donc un avantage de l'assurance. Le propriétaire ne saurait se plaindre de ce qu'il ne profite pas exclusivement d'un acte qui lui est étranger. »

Qu'en conclure, sinon que l'indemnité ne doit pas être payée par l'assureur à l'assuré, mais bien directement au tiers lésé ?

Cela résulte, selon nous, des termes mêmes des polices : « La Compagnie garantit l'assuré contre les réparations civiles auxquelles il pourra être contraint... » Or, nous verrons que la Compagnie entend à la lettre son rôle de garant, puisqu'elle interdit à l'assuré de transiger sans son assentiment avec la victime, puisqu'elle se substitue à lui et prend en mains sa défense dans le procès en responsabilité dirigé contre lui.

Pourquoi ne remplirait-elle pas ce rôle jusqu'au bout,

en désintéressant la victime au nom du responsable ?

Il semble qu'elle y ait tout avantage, puisque, en prenant le fait et cause de l'assuré, elle a forcément été conduite à entrer en pourparlers avec la victime, à entendre ses prétentions, à les débattre, enfin, souvent, à conclure une transaction avec elle : le paiement constitue l'exécution de cette transaction, mais le paiement aux mains de la victime, et non de l'assuré.

L'assuré, de son côté, ne saurait se plaindre : il est couvert. Les primes qu'il a versées n'avaient point d'autre objet.

Restent ses créanciers : de quel droit pourront-ils critiquer les agissements de l'assureur ? Si leur débiteur n'était pas assuré, l'action en responsabilité intentée contre lui aurait eu pour effet de diminuer leur gage. Grâce à l'assurance, ce gage demeure intact. Que leur faut-il de plus ?

Pour bien préciser les effets de la garantie, l'assuré fera donc bien de faire stipuler dans la police que la Compagnie versera l'indemnité directement aux mains du tiers lésé.

Une telle convention est licite et ne confère pas au tiers une action directe contre l'assureur :

Caen, 16 novembre 1847 : D., 1849-2-221 ;

Demolombe, *Traité des contrats*, I, n° 248 ;

Pothier, *Traité des obligations*, n° 57.

Elle peut présenter un inconvénient au seul cas où le montant du recours est supérieur au maximum fixé

dans la police : le tiers lésé est exposé à être payé en deux fois, par l'assureur, jusqu'à concurrence du maximum garanti, par le responsable pour le surplus. Mais nous pensons que la prohibition de l'article 1244 du Code civil doit fléchir devant cette considération : il vaut mieux pour la victime être désintéressée intégralement en deux fois que de s'exposer à ne l'être qu'incomplètement en une seule.

La Cour de Cassation avait, antérieurement à la loi de 1889, aperçu la seule solution pratique, lorsqu'en matière d'assurance du risque locatif elle reconnaissait au propriétaire le droit de transiger avec l'assureur (1) :

Cass. civ., 5 février 1878 : B. de M., I, p. 207; D., 1879-1-161; S., 1879-1-409.

Seulement, cette transaction était subie, trop souvent, par le propriétaire, menacé de voir l'indemnité tomber dans le patrimoine de son locataire en état de faillite : avec la *clause de paiement* insérée dans les polices, le tiers lésé n'aura pas une pression de ce genre à redouter de la part de l'assureur.

Grâce à cette clause, sans jouir d'un privilège sur l'indemnité d'assurance, sans posséder une action directe contre l'assureur, et bien que l'assuré ait souscrit sa police dans son intérêt personnel et exclusif, le tiers lésé se verra donc désintéressé du montant de son recours.

(1) En ce sens : Alauzet, II, n° 452;
De Lalande, n° 768.

Bien plus, l'assureur se sera jusqu'au bout acquitté de son obligation qui est bien, vis-à-vis de l'assuré, une « obligation de faire » : protéger celui-ci contre le recours des tiers.

Nous nous réjouissons d'avoir rencontré certaines polices récentes animées de cet esprit :

« En cas d'action civile intentée à l'assuré et résultant d'un accident garanti, lisons-nous dans une police (1) de la Zurich, la Compagnie... paie *pour le compte de celui-ci* les condamnations en principal, intérêts et frais, les honoraires d'avocat et d'avoué, le tout dans les limites convenues et jusqu'à concurrence du maximum fixé. »

Mais nous regrettons, en même temps, que la Société d'Études législatives (2) et, avec elle, de nombreux auteurs (3) persistent à vouloir accorder un privilège au

(1) *Police d'assurance de la responsabilité civile des propriétaires d'immeubles*, avril 1909, modèle 34, art. 10, § 3.

Id., *Police d'assurance contre les accidents causés par les automobiles*, avril 1910, modèle 10, art. 9, § 3., etc.

Cf. Cass., 30 octobre 1906 : D., 1908-1-265 ; S., 1908-1-441.

(2) La Société d'Études Législatives a proposé d'ajouter au projet de loi ce texte qui, par sa rédaction embarrassée, rappelle celui de la loi du 19 février 1889 : « L'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé jusqu'à concurrence de ladite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré. »

(3) Capitant, *Bull. de la Soc. d'Et. Lég.*, 1906, p. 577 ;

Dupuich, note sous Cass., 30 octobre 1906 : D., 1908-1-265 ;

Pouget, *Dict. des Ass.*, v° *Privilège*, p. 708.

tiers lésé, voire même une action directe (1) contre l'assureur. Nous croyons avoir suffisamment démontré que le besoin ne s'en fait nullement sentir.

(1) Lyon-Caen, note sous Cass., 30 octobre 1906 : S., 1908-4-441.

CHAPITRE III

DE LA MISE EN CAUSE DE L'ASSUREUR PAR L'ASSURÉ POURSUIVI

La Compagnie l'Urbaine et la Seine [Assurances contre les accidents (1)] a mis récemment en circulation des polices (2) où nous lisons, sous les articles 4 et 5 des *Conditions générales* :

« ART. 4. — L'Urbaine et la Seine a *seule* le droit de transiger avec les tiers lésés : l'assuré lui donne tous pouvoirs à cet effet ; elle sera déchargée de toute garantie, en cas de transaction faite sans son autorisation, ou en cas de reconnaissance, ou acceptation de responsabilité.

« ART. 5. — En cas de contestations avec les tiers ou de poursuites de la part du Ministère public, l'Urbaine et la Seine aura *exclusivement* la direction du procès.

(1) Les clauses dont nous allons parler sont absentes des polices d'assurances contre l'incendie.

(2) *Police d'assurance de responsabilité civile contre les accidents causés aux tiers par les chevaux et voitures*, juin 1910, modèle I.

A cet effet, l'assuré devra, sous peine de déchéance, lui remettre, dès leur réception, et au plus tard dans les quarante-huit heures qui suivront, tous avis, lettres, avertissements, convocations, actes extra-judiciaires ou pièces de procédure qui lui seraient signifiés, personnellement ou à ses préposés, pour que la Compagnie puisse y répondre en temps utile.

« Il ne pourra, sous aucun prétexte, mettre en cause la Compagnie, ni l'appeler en garantie, à peine d'être, par le fait même, privé des bénéfices de l'assurance.

« Il devra, en cas de divergence, faire juger séparément son différend, par voie d'action directe et principale, devant le Tribunal compétent. »

Les termes des polices de la Zurich, de l'Abeille, de la Prévoyance, de la Préservatrice, varient peu de ceux qui viennent d'être transcrits.

L'Abeille et la Prévoyance ajoutent : « En cas d'action correctionnelle dirigée contre le souscripteur ou ses préposés, la Compagnie se réserve la faculté d'intervenir et de diriger les procès, *mais elle n'y est pas tenue.* »

Ainsi l'assureur entend se substituer complètement au responsable dans le recours dirigé contre lui. Le rôle de l'assuré doit se réduire à celui d'un agent de transmission. Il lui est interdit, sous peine de déchéance, d'entrer en pourparlers avec le tiers lésé sur le principe de sa responsabilité, de conclure avec lui un accord quelconque : la Compagnie craint trop que cet accord soit onéreux, et que son client ait fait tout bas la ré-

flexion simpliste : « Que m'importe ? C'est l'assurance qui paiera ! » S'il lui importe peu, il importe beaucoup au contraire à la Compagnie, qui, finalement, devra payer.

L'assuré, d'ailleurs, a tout avantage à s'en remettre à la Compagnie du soin de trancher le litige. Il y trouve, semble-t-il, cette garantie complète qu'il avait cherchée en signant sa police, puisque les ennuis et les tracasseries nombreux d'un long procès lui sont épargnés. Sa cause est entre des mains expertes, confiée à des hommes d'expérience rompus à ces sortes d'affaires.

Il s'est même trouvé des juristes pour s'apitoyer sur le sort des malheureuses victimes placées en face de si redoutables parties : « La Compagnie a un bureau de contentieux bien organisé, familier avec toutes les difficultés de ces procédures, habile à soulever des incidents, infatigable aux délais qui épuisent l'adversaire et l'obligent à transiger (1). » Nous n'oserions affirmer que tous les procès en responsabilité où interviennent des assureurs, démentent ce jugement sévère.

En tout cas, on ne peut voir là une violation de la règle : « Nul ne plaide en France par procureur », car cette règle n'interdit point de constituer un mandataire pour soutenir un procès : or la Compagnie plaide au nom de l'assuré :

Cass., 19 février 1884 : S., 1886-1-69.

C'est ce mandat qu'il ne faut pas oublier, si l'on veut

(1) Sauzet, *Revue Critique*, 1886, p. 367.

délimiter la portée de la substitution de l'assureur à l'assuré : la Compagnie a-t-elle un pouvoir absolu de plaider comme elle l'entend, quitte à se défendre en sacrifiant l'assuré, ou au contraire ne peut-elle que défendre les intérêts de l'assuré ?

La Cour de Lyon, avec raison, a répondu dans le second sens :

Lyon, 25 février 1908 : S., 1908-2-298.

De deux choses l'une en effet : ou la Compagnie entend garantir son client, ou elle s'y refuse. Si elle prend le premier parti, qu'elle agisse loyalement, sans arrière-pensée, non pour plaider coupable.

L'équité exige, en outre, qu'elle ne puisse *seule* transiger, comme il est écrit dans les polices, dès que le résultat de l'accord intervenu dépasse le maximum garanti. L'assuré est alors intéressé au plus haut point à la solution du litige, puisqu'il devra, dans ce cas, payer une partie des dommages-intérêts.

Rappelons d'ailleurs qu'en toute hypothèse il n'est nullement défendu à l'assuré de surveiller le procès en cours. Le contraire serait étrange, puisqu'il s'agit de ses propres intérêts, et un mandant a toujours droit de contrôle sur les opérations de son mandataire.

C'est précisément ce droit de contrôle qui justifie pleinement, selon nous, un arrêt récent rendu par la Cour de Nancy (1), aux termes duquel l'assureur, plaidant

(1) Nancy, 6 juillet 1907 : J. Ass., 1908, p. 27 : l'Urbaine et la Seine contre Société Rocroyenne.

sous le nom de l'assuré, ne peut déduire les frais du procès de l'indemnité payée au sinistré que s'il n'abuse pas de son droit en faisant des frais frustratoires.

La plupart des polices d'assurance-responsabilité stipulent en effet que la garantie comprend : « Les condamnations en principal, intérêts et frais, les honoraires d'avocat et d'avoué, le tout dans les limites convenues et jusqu'à concurrence du maximum fixé (1). »

Quelques arrêts, intervenus sur cette question, avaient déclaré la clause immorale et contraire à l'ordre public, parce qu'elle avait pour objet de soustraire l'assureur aux dépens des procès entrepris par lui, qu'elle lui profitait donc exclusivement, au détriment de l'assuré :

Paris, 25 juillet 1872 : S., 1873-2-12 ; D., 1874-2-72 ;

Paris, 10 avril 1894 : *Gaz. Trib.*, 8 juillet 1894 ;

Grenoble, 15 mai 1894 : *Rec. pér.*, 1894, p. 461.

C'était aller trop loin : l'argument ne porte que dans les cas où le montant de l'indemnité atteint ou dépasse le maximum garanti : alors tous les frais retombent sur l'assuré. Mais la Compagnie connaît-elle d'avance le quantum de l'indemnité à laquelle sera condamné l'assuré ? Tel président de tribunal, autophobe par principe, écrasera sous le poids des dommages-intérêts un chauffeur imprudent qui aurait trouvé grâce devant un autre juge, ami des sports modernes.

(2) Zurich, *Conditions générales de la police précitée*. art. 11, § 3.

En outre, si l'on peut affirmer que la Compagnie a tout intérêt à opposer des moyens dilatoires qui rendront au tiers lésé l'administration de sa preuve plus difficile, et adouciront peut-être dans la suite ses exigences, si l'on peut citer quelques espèces (1), où de véritables frais frustratoires ont été exposés par elle, l'équité commande d'ajouter — à moins d'élever contre elle une présomption de déloyauté, — qu'elle travaille en même temps pour le compte de l'assuré, dont la condamnation atteindra, grâce à une habile défense, un taux moins élevé.

Il serait donc sage, tout au moins, de partager les frais par moitié, comme le proposait M. Tarbouriech (2).

L'arrêt de Nancy va plus loin et valide complètement la clause, à condition toutefois que la Compagnie ait agi de bonne foi : « Attendu, dit-il, que, sans doute, l'assureur n'est pas exposé, en plaidant, à voir augmenter les charges qui peuvent lui incomber par la suite, tandis que l'assuré voit, au contraire, son bénéfice décroître, même en cas de gain du procès, mais que ce résultat n'a rien en lui-même d'immoral et, par suite,

(1) Cf., notamment, Trib. civ. Seine, 3 décembre 1903 : *Rec. pér.*, 1905, p. 420, où le principe de la légitimité de la clause n'avait pas été abordé et où les frais engagés par la Compagnie absorbaient plus des deux tiers de la somme assurée.

(2) Tarbouriech, *op. cit.*, p. 281.

Cf. Villetard de Prunières, *op. cit.*, p. 313.

d'illicite; que la clause ne deviendrait immorale que si l'Urbaine avait abusé de son droit et agi de mauvaise foi, soit en engageant des frais frustratoires, soit en plaidant, alors qu'il était de son intérêt de transiger; que, dans cette hypothèse, il pourrait être utilement soutenu que la Compagnie doit être déclarée personnellement responsable des frais qu'elle a témérairement engagés, en vertu du principe général énoncé en l'article 1382 du Code civil... »

Nous ne saurions mieux dire : la Compagnie, en prenant le fait et cause de l'assuré, ressemble à un avocat qui aurait accepté de défendre un accusé. Elle a contracté une obligation de faire, qui, en cas de non-exécution, se résoudra en dommages-intérêts.

Le système de M. Tarbouriech aurait sans doute pour effet d'inciter directement la Compagnie à exposer le moins de frais possible. Mais il aurait aussi pour conséquence immédiate une élévation correspondante du taux de la prime, et nous ne voyons pas bien ce que, finalement, l'assuré gagnerait au changement.

Nous avons supposé jusqu'à présent que l'assureur acceptait sans difficulté de prendre le fait et cause de l'assuré. Mais il se peut aussi qu'il s'y refuse, en invoquant soit une déchéance, soit un risque exclu : l'assuré, contraint à défendre à l'action dirigée contre lui, pourra-t-il appeler son assureur en garantie ?

Les termes des polices, rappelés plus haut, le lui

défendent absolument, et la jurisprudence approuve cette prohibition en proclamant qu' « il n'y a pas de connexité entre l'action intentée par la partie lésée contre l'auteur responsable et l'action dirigée par celui-ci contre la Compagnie à laquelle il s'était assuré : chacune de ces actions est directe et principale, et aucune d'elles ne saurait être considérée comme l'accessoire ou la dépendance de l'autre (1) ».

Les décisions en ce sens sont fort nombreuses :

1° En matière accidents :

Cass., 3 janvier 1882 : S., 1882-1-120 ;

Cass., 31 juillet 1893 : S., 1894-1-30 ;

Cass., 12 août 1897 : S., 1898-1-267 ;

Cass., 7 juillet 1898 : Sim., 1-200.

2° En matière de recours des voisins :

Cass. Req., 25 janvier 1892 : S., 1894-1-130 ;

Cass. civ., 7 août 1893 : S., 1894-1-131 ;

Cass., 22 décembre 1897 : S., 1898-1-267 ;

Cass., 8 février 1899 : *Rec. pér.*, 1899, p. 176 ;

Cass., 5 décembre 1899 : S., 1901-1-455.

3° En matière de risque locatif :

Bourges, 27 février 1900 : *Rec. pér.*, 1900, p. 112 ;

Nancy, 26 juillet 1895 : *Rec. pér.*, 1895, p. 533.

Il est bon, toutefois, de remarquer que les Cours d'appel apportent une atténuation importante à cette déclaration de principe. Elles distinguent suivant que la

(1) Cass., 5 décembre 1899 : S., 1901-1-455.

Compagnie s'est « réservé la faculté » de prendre le fait et cause de l'assuré, ou qu'elle en a pris l'obligation formelle.

Dans le premier cas, l'appel en garantie est impossible ; mais dans le second, la défense de la police est de nul effet « parce que l'engagement qu'a pris l'assureur de défendre au procès renferme une renonciation formelle de sa part à se prévaloir des principes généraux de compétence, et une obligation de se soumettre à la juridiction des tribunaux, devant lesquels l'assuré pourrait être appelé par la victime (1) ».

Poitiers, 25 janvier 1892, confirmé par Cass., 18 octobre 1892 : S., 1893-1-141 ;

Cass., 28 juillet 1896 : D., 1896-1-561 ;

Montpellier, 5 mai 1898 : S., 1899-2-77 ;

Lyon, 25 janvier 1905 : *Rec. pér.*, 1905, p. 599 ;

Cass., 11 avril 1902 : Sim., 1, 282 ;

Cass. civ., 20 février 1905 : *Rec. pér.*, 1905, p. 211 ;

Cass. Req., 10 avril 1905 : *J. Ass.*, 1906, p. 544 ;

Montpellier, 1^{er} février 1907 : *Rec. pér.*, 1907, p. 661.

Ne nous étonnons pas de rencontrer, à l'appui de cette opinion, des arrêts de la Cour suprême. Ce ne sont que des décisions d'espèce : la Cour, en présence d'arrêts interprétant la convention, se borne à constater que l'interprétation ainsi souverainement donnée par

(1) Dijon, 2 juillet 1885 : D., 1886-2-256.

les juges du fond, ne dénaturant pas celle-ci, échappe à son contrôle.

La Cour de Rouen emploie un argument subtil pour enfreindre la défense des polices : lorsque l'assureur, dit-elle, a refusé de suivre le procès au nom de l'assuré, ce dernier se trouve délié de l'engagement pris par lui et peut agir contre la Compagnie « non pas précisément par voie d'action incidente en garantie, mais en demandant à la Compagnie, devant les juges déjà saisis du règlement du sinistre, de respecter les engagements qu'elle a pris et de les exécuter en venant reprendre dans l'instance la place qui lui appartient (1). »

La tendance des Cours d'appel à admettre l'appel en garantie, en dépit des clauses des polices, est un fait remarquable. Mais elle repose sur une distinction bien fragile.

« Il ne faut pas entendre par obligation, dit M. Villetard de Prunières, celle pour la Compagnie de plaider, alors qu'elle considère l'accident comme en dehors de la garantie ; par faculté, celle de se refuser à suivre le procès, quand elle se reconnaît engagée par l'accident (2). » On ne doit pas jouer sur le sens des mots, l'obligation de la Compagnie est conditionnelle : elle est subordonnée à l'existence d'un risque garanti par le contrat. Les polices l'affirment d'ailleurs.

(1) Rouen, 11 février 1905 : *Rec. pér.*, 1905, p. 206 ;

Id., Nîmes, 1^{er} juin 1895 : *Rec. pér.*, 1895, p. 530.

(2) Villetard de Prunières, *Assurances contre les accidents du travail*, p. 323.

« En cas d'accident garanti, la Compagnie prend le fait et cause de l'assuré », disent celles de la Zurich. En outre, cela ne résulte-t-il pas, *a contrario*, de la clause que nous reproduisons au début de ce chapitre : « En cas d'action correctionnelle, la Compagnie se réserve la faculté d'intervenir, mais sans y être contrainte ? »

De ce que l'engagement de l'assureur n'est pas un engagement ferme, s'ensuit-il nécessairement que l'assuré ne puisse l'appeler en garantie ?

Sans doute, on comprend la défense stipulée dans les polices, dans le cas où l'assureur est tout prêt à exécuter ses engagements : une hâte intempestive chez l'assuré à le mettre en cause amènerait des frais inutiles.

Mais, si l'assureur refuse sa garantie, il s'érige par là même en seul juge du point de savoir si le risque est exclu. Jusqu'à preuve du contraire, l'assuré n'est-il pas fondé à penser que son assurance le couvre ? Pourquoi céderait-il devant les exigences de la Compagnie, et pourquoi ne pourrait-il pas la mettre en cause dans le procès qu'il est réduit à soutenir contre le tiers lésé, afin que le tribunal, en examinant les faits qui engagent sa responsabilité, décide en même temps si ces faits rentrent dans la garantie de l'assurance ?

L'assureur n'a rien à craindre, si ses prétentions sont fondées, car les frais de l'appel en garantie seront à la charge du responsable. Si elles ne le sont pas, la décision rendue par le tribunal aura prouvé que l'appel en garantie était, au premier chef, utile à l'assuré.

Les Compagnies soutiennent que le but de la défense édictée dans les polices, est l'économie de frais ; une fois la clause supprimée, le responsable « ne manquera jamais de mettre l'assureur en cause par l'organe de son avoué, dans tous les cas, même lorsque l'assureur est tout prêt à s'exécuter, ce qui arrive le plus souvent (1) ».

Il serait facile de leur enlever ces craintes : à partir du jour où l'assuré aurait fait à l'assureur la déclaration du sinistre, un bref délai s'écoulerait, laissé à l'assureur pour prendre parti, et pendant lequel l'assuré ne pourrait l'appeler en garantie : ce délai expiré, sans que l'assureur se soit décidé à agir, l'assuré n'aurait plus aucune raison de le ménager, étant fondé à penser qu'il se refuse à tenir ses engagements.

Une simple clause, insérée dans les polices, aboutirait à ce résultat très simple.

Il semble d'ailleurs qu'il n'y ait pas unanimité dans le monde des assureurs pour approuver la prohibition de l'appel en garantie.

Nous avons noté qu'à la différence des Compagnies-accidents, les Compagnies-incendie n'ont pas le droit, aux termes des polices, de soutenir les procès au nom de leurs assurés.

Le *Journal des Assurances* en profite pour déplorer

(1) M. Dubois, Procès-verbal de séance du 25 mai 1905 de la Société d'Etudes législatives (*Bulletin de la Société*, 1905, p. 493).

le système de la jurisprudence sur la non-connexité d'action, système qui expose la Compagnie, en cas d'incendie « à subir l'effet de condamnations que le prétendu responsable, au fond désintéressé dans le débat, n'a qu'à laisser prendre contre lui, puisqu'il ne peut pas appeler en garantie son assureur(1). »

Nous enregistrons cet aveu : pourquoi ce qui est vrai en cas d'incendie ne le serait-il pas en cas d'accident ? La responsabilité de l'assuré n'est-elle pas toujours en jeu ? Nous arrivons au nœud même de notre question : ce n'est pas le *principe* de l'appel en garantie que nient les assureurs, c'est son *utilité* ou, plutôt, le profit qu'ils en doivent retirer.

Il leur apparaît, en effet, comme à nous, que malgré les affirmations contraires de la Cour de Cassation, un lien réel, un lien de cause à effet, existe entre l'action du tiers lésé contre le responsable et l'action de ce dernier contre l'assureur ; sans doute, la seconde a sa source dans le contrat d'assurance, et non dans l'article 1382 du Code civil, mais c'est l'existence même de la première qui la met en mouvement, et qui joue vis-à-vis d'elle le rôle d'une condition suspensive. Sans elle, l'intervention de l'assureur ne se comprend pas, puisque le but de l'assurance de responsabilité est de garantir l'assuré des recours dirigés contre lui.

Les cas de garantie simple, — car c'est elle que nous

(1) *J. des Ass.*, 1900, p. 111.

visons en ce moment, puisque la demande originaire est toujours une action personnelle(1), ne nous paraissent pas limitatifs : l'article 183 du Code de procédure civile se contente de dire : « En garantie simple, le garant pourra seulement intervenir, sans prendre le fait et cause du garanti. » On ne peut, pour citer l'exemple classique, assimiler l'assureur et l'assuré à deux débiteurs tenus d'une obligation solidaire et indivisible, et dont l'un serait poursuivi au-delà de sa part.

La dette n'est la même, ni dans sa cause, comme la Cour suprême n'a pas manqué de le faire remarquer, ni dans son *quantum*, puisque l'indemnité réclamée au responsable peut être supérieure, dans certains cas, au maximum garanti dans la police.

Enfin l'assuré n'est point poursuivi *au delà* de sa part, mais bien pour sa part même, qui égale le montant des dommages-intérêts dont il est passible.

L'assureur pourrait tout au plus être considéré, vis-à-vis de l'assuré, comme un *adjectus solutionis gratia*.

Mais point n'est besoin de l'existence, soit d'une cession à titre onéreux, soit d'une caution, soit d'une obligation solidaire, comme le voudrait M. Garsonnet (2) pour appliquer l'article 183 du Code de procédure civile.

« La garantie simple, dit Pothier, est celle qui a lieu dans les actions personnelles qui résultent de l'obliga-

(1) Garsonnet, *Précis de procédure civile*, 1909, n° 553.

(2) Garsonnet, *op. cit.*, n° 558.

tion qu'une personne a contractée d'acquitter quelqu'un, en tout ou en partie d'une dette dont il est tenu envers un tiers et qui a lieu toutes les fois qu'il est poursuivi pour cette dette (1). »

Dans ces termes très larges rentre exactement le cas qui nous occupe.

Il n'est pas inutile d'ajouter qu'en interdisant l'appel en garantie, on s'expose à une fâcheuse contrariété de décisions judiciaires (2) :

« Attendu que le même fait (l'accident), dit un jugement du tribunal civil de Roanne (3), donne naissance aux actions, que la disjonction des deux instances serait de nature à les amener devant deux juridictions différentes, et peut-être à de longs intervalles; que l'information nécessitée par chacune d'elles porte fatalement sur les mêmes éléments; que l'intérêt bien entendu d'une instruction prompte et complète, en présence de toutes les parties, exige que le tribunal retienne les deux instances, que l'information crée entre elles des rapports intimes et nécessaires produisant une connexité et une indivisibilité; que les hautes décisions judiciaires sus-visées peuvent s'étayer sur des théories de droit pur, mais que la manière de voir du

(1) Pothier, *Traité de la procédure civile*, chap. I, section VI, art. 2, n^{os} 88 et suivants.

(2) Lyon-Caen, *Revue Crit.*, 1882, p. 528;
J. des Ass., 1900, p. 111.

(3) Trib. civ. Roanne, 22 avril 1884 : *Rec. pér.*, 1884, p. 95.

tribunal, se plaçant à un point de vue plus pratique, a pour effet d'écartier les inconvénients fâcheux de la pluralité de jugements peut-être contradictoires ou inconciliables... »

Les assureurs soutiennent que cette contradiction ne peut jamais se produire, parce que la première instance s'engage sur une question de responsabilité, la seconde sur une question de déchéance ou de risque exclu. Mais, si le même fait n'a pas donné naissance aux deux actions, comme le remarque improprement le jugement ci-dessus, son examen rentre du moins nécessairement dans les devoirs du juge, dans les deux cas : Qu'il le rapproche de la réclamation formulée par le tiers lésé, ou des termes de la police, qu'il se prononce sur la légitimité des dommages-intérêts, ou sur la non-efficacité du contrat d'assurances, le point de départ de ses « attendus » devra rester le même.

Enfin, les Compagnies sont d'autant moins fondées à maintenir leurs prétentions, à l'heure actuelle, que la loi du 2 janvier 1902 sur la compétence en matière d'assurances a diminué grandement pour elles l'utilité qu'elles attribuent aux clauses insérées dans leurs polices.

Antérieurement à cette loi, il était stipulé couramment qu'en cas d'action intentée par l'assuré contre la Compagnie, celui-ci devrait porter le litige devant les tribunaux de la Seine.

L'assuré était ainsi contraint à entamer un second procès parfois à une grande distance du lieu où lui-même avait été primitivement assigné par le tiers lésé : d'où, pour lui, des ennuis et des frais considérables.

La loi de 1902 a défendu l'emploi dans les polices de la clause attributive de juridiction, en modifiant les articles 59, 69 et 420 du Code de procédure civile. Voici ses dispositions :

I. La Compagnie défenderesse, devra toujours, en principe, être assignée devant le Tribunal du domicile de l'assuré.

II. Toutefois, lorsque le débat portera sur la fixation et le règlement de l'indemnité :

1° S'il s'agit d'assurance garantissant des immeubles ou des meubles par nature, la contestation devra être soumise au tribunal compétent de la situation des meubles ou des immeubles assurés ;

2° Et, s'il s'agit d'assurance contre les accidents survenus aux personnes ou aux animaux, la juridiction compétente sera celle du lieu de l'accident.

III. Toute convention antérieure à la naissance du litige, et contraire à la loi nouvelle, sera nulle de plein droit, sauf l'effet des stipulations contenues dans les polices en cours.

IV. La loi n'est pas applicable aux assurances maritimes.

Notons enfin que la loi de 1902 n'a pas attribué compétence exclusive aux tribunaux civils, comme les articles 15 et suivants de la loi du 9 avril 1898.

Désormais donc, le tribunal du même lieu, est compétent pour connaître de ces deux actions, que la Cour suprême affirme « directes et principales » : pourquoi dès lors persister à disjoindre les deux instances où les mêmes juges seront appelés à examiner les mêmes faits, à quelques jours de distance ?

Il est vrai que la loi consacre deux exceptions importantes au principe posé : si, par exemple, un automobiliste écrase un individu loin de chez lui, il sera poursuivi devant le tribunal de son domicile, en vertu du droit commun ; mais il pourra poursuivre lui-même la Compagnie devant le tribunal du lieu de l'accident, en vertu de la nouvelle loi.

Nous croyons que l'assuré, en pareil cas, aurait la faculté de renoncer à invoquer le bénéfice de la loi de 1902, puisqu'elle est faite en sa faveur.

Nous n'avons trouvé sur ce point qu'un seul jugement du Tribunal de commerce de la Seine, interdisant à l'assuré une telle renonciation, parce que l'ordre public s'y oppose :

Trib. civ. Seine, 12 avril 1905 : *J. Ass.*, 1905, p. 267.

Le rapporteur, M. Louis Legrand, a donné la raison des deux exceptions au principe de juridiction consa-

cré plus haut : « Au lieu du sinistre, disait-il, les mesures d'instruction, enquêtes, expertises, visites de lieux, s'accompliront avec le plus de rapidité, de facilité et de profit, et aussi le plus économiquement. Là siègent, pour ainsi dire, les intérêts et les risques, quels qu'ils soient, que l'assurance a pour but de garantir (1). »

Ces arguments, qui avaient déjà décidé le législateur de 1898 à attribuer compétence, en matière d'accidents du travail, au tribunal du lieu de l'accident, ont une valeur incontestable. Mais motivaient-ils la légitimité d'une exception qui, par la fréquence des cas où elle se présente, emporte la règle ?

Supposons le responsable non assuré, et rentrons dans le droit commun. Le vieil adage : *Actor sequitur forum rei*, toujours en vigueur, a pour résultat de donner naissance à un procès en responsabilité, au lieu du domicile de l'auteur du dommage, à cent lieues peut-être de l'endroit où le préjudice a été causé. Est-ce plus logique ? On n'a pas voulu porter atteinte à cette règle traditionnelle, pourtant, parce qu'en matière personnelle, son application reste logique.

Il fallait que la loi de 1902 fit une distinction indispensable et décidât que les exceptions visées par elle ne s'étendraient pas à l'assurance de responsabilité qui

(1) Rapport de M. Louis Legrand sur le projet de loi de 1902 : Séance du Sénat du 15 novembre 1901 et de la Chambre des Députés du 23 décembre 1901.

garantit un risque *personnel*, et non un risque *matériel*.

Elle aurait ainsi donné compétence uniforme, dans tous les cas, au tribunal du domicile de l'assuré responsable et enlevé aux assureurs toute raison légitime de maintenir la défense de l'appel en garantie.

Cette loi n'a donc atteint qu'une partie du but dans lequel elle a été votée ; cependant les Compagnies ont fait tous leurs efforts pour la tourner. Nous citerons seulement deux de ces tentatives.

1° Les polices-incendie stipulent qu'en cas de sinistre chaque partie choisira un expert pour estimer le dommage.

Dans l'acte de nomination des experts, les assureurs ont inséré cette clause : « Les Compagnies entendent expressément, selon le droit commun, attribuer compétence exclusive au tribunal du siège de la Compagnie pour statuer sur tout litige à raison du sinistre et des réserves faites. »

La clause attributive de juridiction, condamnée par la loi, reparaissait de la sorte dans « une convention postérieure à la naissance du litige : « procédé permis, disaient les assureurs, puisque la loi ne parle que des conventions antérieures à la naissance du litige. »

Mais pouvait-on prétendre que le litige fût né au moment de la nomination des experts ? Le mot « litige » signifie contestation en justice, et la jurisprudence, interprétant l'article 1700 du Code civil sur le retrait des

droits litigieux, exige pour son application qu'il y ait, non seulement, possibilité de procès, mais procès engagé (1) et assignation en justice.

Le fait de nommer des experts ne suppose pas un litige, au sens propre du mot.

Aussi les tribunaux, arguant de la mauvaise foi des Compagnies, les ont déboutées de cette première prétention :

Cass., 30 avril 1902 : S., 1906-1-307;

Pau, 25 décembre 1905 : S., 1906-2-75;

Chambéry, 27 décembre 1905 : *Rec. pér.*, 1905. p. 708 ;

Besançon, 28 octobre 1908 : *Rec. pér.*, 1909, p. 88.

2° Une contestation, beaucoup plus importante s'est élevée sur la troisième disposition de la loi, à propos des clauses dites « de tacite reconduction ».

Le contrat d'assurance produit effet à partir de sa date pendant une période de cinq ou dix années ; à l'expiration de ce délai, si l'assuré n'a pas notifié son intention de résilier sa police, celle-ci continue de le garantir pendant un temps égal au premier : tel est le sens de la clause en question.

Est-ce un contrat nouveau qui se forme alors, ou bien le contrat ancien dont l'efficacité demeure ?

Les assureurs avaient tout intérêt, pour échapper à la loi de 1902, à soutenir la seconde opinion, puisque la loi réserve « l'effet des polices en cours » au moment de

(1) Aix, 25 février 1880 : S., 1882-2-97.

sa promulgation. Ils n'y ont pas manqué, en s'appuyant sur les termes mêmes du contrat : « En cas de silence de l'assuré, la police se continuera pendant une nouvelle période de cinq ans (ou de dix ans), *dans les mêmes conditions que la première.* »

A la différence de ce qui se passe en matière de louage (art. 1738, C. civ.), disaient-ils, la continuation de l'assurance s'opère, à la fin de chaque période, en vertu de la convention elle-même. « La situation est semblable à celle d'une police conclue pour une longue durée et résiliable annuellement (1). »

Ils exploitaient ainsi une appellation assez fâcheuse qui n'avait d'autre raison d'être dans la bouche du législateur que sa pratique courante en matière d'assurances. Il est évident qu'il ne s'agit pas, à proprement parler, de *tacite* reconduction, mais de prorogation *conventionnelle*.

D'autre part, le bail qui succède au bail écrit arrivé à expiration, sans que les parties l'aient dénoncé, diffère entièrement du premier, non seulement par sa durée, variable suivant la nature des biens loués, mais aussi par certains caractères propres, libération de la caution intervenue au premier bail (art. 1740), délais pour prendre congé (art. 1736), etc.

(1) Sainctelette, *Rec. pér.*, 1901, p. 49.

Fréron, *Commentaire de la loi du 2 janvier 1902*, Bibliothèque nationale, 8° F., pièce 3492.

Félix Bonjean, dans *l'Opinion* du 15 février 1902.

Au contraire, la police qui est prorogée par tacite reconduction ne change pas de nature, ni quant à la durée, ni quant au taux de la prime, ni quant aux obligations respectives des parties.

Le parallèle avec le louage ne se soutient donc pas un seul instant, et sur ce terrain les assureurs auraient la partie belle.

Mais, en présence d'un terme peu juridique, consacré par l'usage, il importe plutôt de savoir ce qu'a voulu le législateur.

Or, il est bien certain que son désir le plus vif était de soumettre dans le plus bref délai à la loi nouvelle tous les contrats d'assurance. Sans doute, il a réservé l'effet des « contrats en cours », mais qu'a-t-il entendu par cette expression ? Y a-t-il compris les polices continuées par tacite reconduction ?

Les travaux préparatoires de la Commission nous répondent. On y lit « que, la tacite reconduction instituant un contrat nouveau, quant à la durée tout au moins, les contrats qui se trouveraient continués et renouvelés pour une nouvelle durée en vertu d'une de leurs clauses particulières ne sauraient être considérés comme étant en cours que pour la période de durée ferme à eux attribuée, mais non pour leur durée éventuelle et future (1) ».

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1902, p. 330, note 9, 3^e col.
Lecouturier, *Lois nouvelles*, 1902, p. 266.

Nous avouons bien que la Commission a tort de déclarer qu'il y a contrat nouveau; les termes dont elle se sert sont d'ailleurs bien imprécis, puisqu'elle accouple les deux mots « continués », « renouvelés », qui semblent se contredire.

Mais ses intentions n'en demeurent pas moins très claires, et, si elle avait prévu l'interprétation des assureurs — en quoi elle eût bien fait — elle aurait fait insérer dans le texte de la loi la disposition additionnelle suivante : « Les polices en cours ne comprennent pas les polices continuées par tacite reconduction ».

Les Cours d'appel ont adopté l'opinion de la Commission :

Toulouse, 9 novembre 1904 : *D.*, 1905-5-18 ;

Besançon, 28 octobre 1908 : *J. Ass.*, 1909, p. 159;

Riom, 6 mars 1909 : *Gaz. Trib.*, 1909-2-156 ;

Contra :

Trib. civ. Seine, 10 avril 1908 : *Rec. pér.*, 1908, p. 554;

Trib. civ. Thiers, 15 mai 1908 : *Rec. pér.*, 1908, p. 556.

Le projet de loi se prononce dans le même sens sous l'article 82 : « Les règles spéciales de compétence en matière d'assurances, édictées par la loi du 2 janvier 1902 s'appliqueront aux contrats renouvelés ou prolongés par tacite reconduction depuis la mise en vigueur de cette loi, nonobstant toute stipulation contraire. »

Et il semble que la lutte entreprise par les assureurs contre la loi soit terminée, du moins en ce qui concerne les assurances de responsabilité, puisque la plupart des

polices récentes que nous avons consultées renferment, sous l'article dernier de leurs Conditions générales, la convention suivante, rédigée partout en termes à peu près équivalents : « Toutes les contestations entre l'assuré et la Compagnie seront portées devant les tribunaux *légalement* compétents (1). »

**DE LA SUBSTITUTION DE L'ASSUREUR A L'ASSURÉ
DANS LA LOI DU 9 AVRIL 1898**

L'article 16 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905, a instauré un régime spécial dans les conflits soulevés entre assureurs et assurés à propos d'accidents du travail : « S'il y a assurance, lisons-nous sous le dernier alinéa, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV, de façon à supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise. »

Une assez grave controverse s'était élevée sur le point de savoir si cet article impliquait nécessairement la mise en cause de l'assureur devant le tribunal du lieu de l'accident.

M. Wahl, dans deux longues notes au Sirey (1), s'était

(1) La Prévoyance, Assurance de la responsabilité civile en cas d'accidents corporels causés aux tierces personnes, art. 10.

(1) Notes Wahl : sous Paris, 17 février 1906 : S., 1906-2-25 ;
Sous Grenoble, 8 décembre 1906 : S., 1906 2-33.

prononcé pour l'affirmative en remarquant très justement « que, d'une part, l'article 16, comme toutes les dispositions de la loi de 1898, est, suivant l'article 30, une disposition d'ordre public à laquelle les conventions privées ne peuvent déroger », et qu'il fait donc au tribunal une obligation de substituer l'assureur au patron ; que, d'autre part, l'assureur ne peut être substitué au patron que s'il est mis en cause par le patron ou l'ouvrier, le tribunal n'ayant pas le droit de condamner l'assureur, tant qu'il n'est pas partie à l'instance.

En ce sens :

Paris, 17 février 1906 : S., 1906-2-25 ;

Grenoble, 8 décembre 1906 : S., 1906-2-33.

Contra :

Douai, 24 janvier 1906 : *J. Ass.*, 1906, p. 552 ;

Poitiers, 19 novembre 1906 : *J. Ass.*, 1907, p. 225.

Depuis, la Chambre des Requêtes, par un arrêt du 19 octobre 1908, et la Chambre civile, à la date du 5 janvier 1910 (1), ont confirmé cette interprétation.

La première a décidé que l'assureur est mis par la loi elle-même au nombre des parties en cause, non seulement lors de la comparution en conciliation, mais dans l'instance qui peut en être la suite.

Suivant la seconde, l'article 16 « implique nécessairement la mise en cause de l'assureur devant le tribunal

(1) D., 1910-1-57.

Le Droit, 6 avril 1910.

J. Ass., 1909, p. 83, et 1910, p. 260.

du lieu de l'accident, et la compétence du tribunal pour connaître des contestations, quelles qu'elles soient et quelles que soient les clauses de la police, qui peuvent s'élever entre l'assuré et l'assureur, alors même que ce dernier dénierait l'assurance ».

On a protesté (1) contre ces arrêts en soutenant :

1° Qu'ils étaient en contradiction avec l'article 24 de la loi du 9 avril 1898 qui, prévoyant le cas où les Compagnies d'assurances ne s'acquitteraient pas des indemnités, en fait opérer le paiement par la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse;

2° Que l'esprit d'économie qui a inspiré le législateur de 1905 s'opposait à la mise en cause de l'assureur.

La première objection n'a pas de valeur, car le même article 24 stipule clairement que les indemnités sont mises par la loi à la charge des Compagnies d'assurances.

La seconde ne peut jamais constituer une raison suffisante pour prohiber une mesure nécessaire à la bonne marche de l'instance.

Nous ferions plutôt à la Cour de Cassation le reproche de n'avoir pas été jusqu'au bout de sa pensée : une fois l'assureur dûment mis en cause, la présence au procès du patron assuré n'est plus nécessaire; pourquoi, dès lors, le tribunal ne déclarerait-il pas, conformément à la lettre de la loi, l'assureur substitué complètement au patron ?

(1) Girerd, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 4 février 1911.

La jurisprudence récente s'oriente en ce sens :

Cass. Civ., 27 mai 1910 : *Rec. pér.*, 1910, p. 411;

Poitiers, 21 mars 1910 : *Rec. pér.*, 1910, p. 445;

Paris, 31 mai 1910 : *Rec. pér.*, 1910, p. 412.

Le dernier arrêt, en particulier, semble très net, et déclare qu'il n'est pas besoin de la présence simultanée du patron et de l'assureur au procès en allocation de rente.

CHAPITRE IV

DE LA PRESCRIPTION

Parmi les nombreuses causes de déchéance que les polices édictent contre les assurés, il en est une qui mérite spécialement d'attirer l'attention quand on parle d'assurance de responsabilité : c'est la prescription.

Aux termes de la police générale d'assurance de responsabilité civile en vigueur à la Compagnie la Prévoyance :

« ART. 5, § 6. — Toute réclamation relative à un accident est prescrite par un an à compter du jour où il s'est produit.

« ART. 6. — L'assuré doit faire à la Compagnie la déclaration écrite de tout accident, dans les deux jours à partir de celui où il en a eu connaissance, et lui fournir au sujet du sinistre tous renseignements qu'elle juge nécessaires.

« ... Ces dispositions doivent être observées à peine de déchéance. »

Pareilles clauses se rencontraient, avant la loi du

9 avril 1898, dans les polices d'assurance de responsabilité jointe à une assurance collective. Un sinistre survenant, voici ce qui se passait : la Compagnie payait à la victime l'indemnité prévue par la police collective. A quelque temps de là, l'ouvrier, dépourvu de toutes ressources, après avoir dépensé en soins, ou gaspillé la somme reçue, réclamait au patron des dommages-intérêts, le prétendant responsable de l'accident.

Mais souvent cette réclamation se produisait plus de six ou plus de douze mois après l'événement. Les Compagnies invoquaient alors la déchéance contre le patron, qui pourtant n'avait pu recourir contre elles avant d'avoir été lui-même actionné en responsabilité !

La Cour de Cassation, en dépit des plus clairs principes d'équité, avait donné gain de cause aux Compagnies, en s'inclinant devant des conventions librement formées :

Cass., 25 novembre 1893 : S., 1894-1-261 ;

Cass., 26 octobre 1896 : D., 1897-1-5.

« C'est une de ces clauses rigoureuses, presque lénines, écrivait M. le conseiller Georges Lemaire dans son rapport (1), que les Compagnies, maîtresses absolues de la rédaction de leurs polices depuis la loi du 24 juillet 1867, peuvent y insérer. C'est une des conséquences de la liberté économique qui s'exerce si sou-

(1) Rapport sous Cass. préc., 26 octobre 1896.

vent pour le plus grand profit des spéculateurs, des Compagnies, et aux dépens du public. »

La loi du 9 avril 1898, en rendant le patron responsable de plein droit des accidents survenus à ses ouvriers, a enlevé tout intérêt à la question, en ce qui concerne les rapports des Compagnies avec le monde du travail.

Mais, sortis de ce domaine spécial, nous nous heurtons encore aujourd'hui, dans de fréquentes polices, à la déchéance tirée de la courte prescription.

Il semble qu'aucune considération ne puisse prévaloir contre le raisonnement que voici : en contractant une assurance de responsabilité, j'ai entendu me garantir contre un recours possible de la part des tiers : si j'ai payé des primes, c'est pour me mettre à l'abri de réclamations pécuniaires qui porteraient à ma fortune un grave préjudice. Qu'un événement survienne qui engage ma responsabilité, la condition mise dans le contrat à l'exécution des engagements de l'assureur, n'est pas encore réalisée, tant qu'aucune réclamation ne m'est adressée de la part du tiers lésé. On peut dire seulement que l'*occasion* d'un dommage pour mon patrimoine s'est produite, mais, pour faire appel à mon assureur, il faut attendre que ma victime agisse contre moi.

Toute différente serait ma situation en cas d'assurance directe : un incendie aurait dévoré ma maison ; on m'aurait dérobé un objet de valeur : quelle raison

plausible aurai-je d'hésiter pour réclamer immédiatement une indemnité à mon assureur, puisque le dommage que j'ai souffert est patent ?

Donc l'assuré, éventuellement responsable, ne peut rien contre la Compagnie, tant qu'aucun recours n'est dirigé contre lui. Son assureur lui répondrait : « De quoi vous plaignez-vous ? Vous n'avez souffert aucun dommage. »

D'autre part, notre droit ne donne pas à l'assuré le moyen de sortir d'incertitude, en poussant sa victime à lui faire un procès : l'action provocatoire ou interrogatoire n'existe pas en droit français (1). L'assuré le pourrait-il d'ailleurs que l'assureur n'hésiterait pas à proclamer sa déchéance, en lui reprochant une conduite par trop désintéressée. Et, en admettant même que l'assureur fût conciliant, un tel système exposerait l'assuré à de graves mécomptes, puisque l'issue d'un procès en responsabilité reste toujours douteuse, et que le montant de la condamnation prononcée par le Tribunal peut dépasser le maximum garanti dans la police.

M. Kœhler (2), comparant l'assuré à un créancier hypothécaire qui agit pour la conservation de son gage, lui donne une action tendant à faire reconnaître « *hic et nunc* le droit qu'il pourra, le cas échéant, avoir à exercer contre l'assureur ».

(1) Cf. Aubry et Rau, VIII, p. 120, § 746.

(2) Kœhler, note sous Cass., 26 octobre 1896 : D., 1897-1-5.

A quoi bon ? Ce droit, il existe en vertu du contrat d'assurance. Pourquoi le faire reconnaître en justice ?

Selon nous, l'assuré n'a qu'une mesure à prendre, aussitôt après l'événement susceptible d'engager sa responsabilité : *avertir* la Compagnie, la mettre au courant des faits, mais sans formuler contre elle aucune réclamation. Dès ce moment, le devoir de l'assureur consiste à s'entourer de renseignements, à faire une enquête, de façon à se trouver prêt à répondre, au moment où se produira le recours du tiers lésé contre l'assuré, si toutefois il se produit.

La Compagnie ne peut demander moins à son client, mais elle ne peut exiger plus. La règle *Contra non valentem agere non currit prescriptio* est commandée par le bon sens autant que par l'équité.

D'ailleurs l'article 2257, paragraphe 2, du Code civil applique ce principe à un cas particulier qui est le nôtre : « La prescription ne court point, à l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait eu lieu. »

Nous avons démontré en effet, au cours du chapitre précédent, qu'il s'agissait bien, pour le responsable poursuivi par le tiers lésé, d'une action en garantie dirigée par lui contre son assureur.

Plusieurs décisions judiciaires ont invoqué l'article 2257, paragraphe 2, pour repousser la déchéance :

Lyon, 28 février 1899 : *Rec. pér.*, 1889, p. 433 ;
Paris, 25 juillet 1889 : *Gaz. Trib.*, 16 août 1891 ;
Douai, 11 novembre 1889 : *S.*, 1894-1-361 ;
Paris, 31 mai 1894 : *Rec. pér.*, 1894, p. 660 ;
Montpellier, 23 juillet 1896 : *Rec. pér.*, 1896, p. 514 ;
Cass., 28 octobre 1901 : *Sim. préc.*

On nous oppose le principe de la liberté des conventions : si une clause formelle de la police stipule, à peine de déchéance, toute action prescrite dans le délai d'un an à compter du sinistre, l'assuré, qui a signé la police, doit la subir.

La liberté des conventions ! L'assureur et l'assuré traitent-ils donc d'égal à égal ? Connaissent-ils donc également bien les multiples obligations qui les lient l'un à l'autre ? On a dénoncé souvent cette impossibilité pratique où se trouve l'assuré de prendre connaissance des conditions générales de sa police, imprimées en caractères très fins, et où les nombreuses causes de déchéances édictées contre lui ne ressortent point du texte. Et même si l'assuré peut les lire, et en comprendre toute la portée, osera-t-il, avant de signer son contrat, en discuter les termes, de façon à faire modifier ces clauses imprimées ? Les assureurs consentent souvent à de tels arrangements, nous dit-on, et des conditions particulières, manuscrites celles-là, viennent anéantir telle ou telle convention insérée dans les Conditions générales.

Mais pourquoi ne consentiraient-ils pas, dès mainte-

nant, à enlever de ces Conditions générales des déchéances « léonines » comme celle qui nous occupe ? Le contrat d'assurances, on l'a répété souvent, est *uberimæ fidei*. Pourquoi surprendre la bonne foi des assurés par de pareils usages ?

Nous serions tentés d'aller plus loin et de répondre à ceux qui se retranchent derrière l'article 1134 du Code civil par l'article 6 du même Code : une clause qui prive l'assuré du bénéfice de son contrat, avant qu'il n'ait eu la possibilité de l'invoquer, est contraire à l'ordre public.

Le délai de la prescription, sans doute, est assez long : un an. Mais il peut être réduit à six mois, trois mois, un mois même par certaines polices

On a vu le tribunal civil de la Seine (1) débouter un directeur de patronage scolaire de toute réclamation contre l'assureur de sa responsabilité civile, en invoquant la clause de la police qui lui prescrivait, à peine de déchéance, d'intenter l'action dans le délai d'*un mois* à partir de la déclaration de l'accident, alors même qu'il pouvait prouver n'avoir été poursuivi par la victime qu'après l'expiration de ce délai.

Le tribunal de la Seine avait malheureusement, pour appuyer son opinion, de nombreuses décisions de la Cour de Cassation qui s'incline devant le principe de la liberté des conventions.

En matière incendie :

(1) Trib. civ. Seine, 3 novembre 1905.

Cass., 1^{er} mai 1897 : D., 1897-1-513 ;

Cass., 22 février 1899 : D., 1902-1-153 ;

Cass., Req., 26 mars 1902 : D., 1902-1-248.

En matière accidents :

Cass., 6 août 1874 : B. de M. ;

Cass., 5 août 1891 : *J. Ass.*, 1892, p. 24 ;

Cass., 25 octobre 1893 : *Rec. pér.*, 1894, p. 97 ;

Cass., 26 octobre 1896 préc.

Adde :

Paris, 30 janvier 1896 : *Rec. pér.*, 1896, p. 325.

Nancy, 20 juin 1896. D., 1896-2-294.

Pour défendre les assureurs, on a imaginé de soutenir que la règle *contra non valentem agere* ne pouvait être invoquée à propos des clauses que nous combattons ici : la déchéance résulte de l'écoulement d'un délai préfixé, et non de la prescription.

L'idée a souvent été admise par le tribunal civil de la Seine :

19 décembre 1895 : *Rec. pér.*, 1896, p. 59 ;

29 mars 1897 : *Rec. pér.*, 1897, p. 325 ;

6 décembre 1899 : *Rec. pér.*, 1900, p. 123.

M. Villetard de Prunières, lui, parle de risque exclu. « L'assureur n'a entendu promettre sa garantie que pour le cas où l'action de l'ouvrier contre le patron se produirait, et où, par suite, la réclamation du patron contre l'assureur pourrait se produire dans l'année de l'accident(1). »

(1) Villetard de Prunières, *op. cit.*, n° 344, p. 345.

C'est ne pas tenir compte de la rédaction des polices : le mot « prescription » y est écrit en toutes lettres, et la déchéance résulte d'une prescription extinctive réglée par la convention, voilà tout. C'est, en outre, si on adopte l'explication de M. Villetard de Prunières, transformer le contrat en une assurance de responsabilité *limitée*, ce que n'a certainement pas voulu l'assuré.

On objecte encore la question d'organisation intérieure des Compagnies : « Les Sociétés d'assurances, dont les comptes se règlent chaque année, sont obligées, à la fin de chaque exercice, de constituer des provisions destinées à l'extinction, pendant les exercices ultérieurs, des indemnités restées en souffrance. Les comptes qu'elles ouvrent à cet effet ne peuvent aller grossissant sans cesse; il s'établirait ainsi un passif sans limite, formé des indemnités qui, pour des raisons quelconques, ne sont pas réclamées dans les premiers mois qui suivent le sinistre (1). »

Nous répliquerons simplement que, si les Compagnies d'assurances-responsabilité désirent atteindre le but et remplir les services qu'on attend d'elles, elles doivent posséder une organisation technique leur permettant de faire face aux responsabilités, même tardives, qui incombent à leurs clients.

Sans doute, le tiers lésé a trente ans pour agir contre

(3) Paul Cauvin, *De la prescription en matière d'assurances terrestres* (*J. Ass.*, 1895, p. 51).

le responsable, et ce système expose les Compagnies à de longues incertitudes. Mais la situation de l'assuré, qui continue cependant à payer ses primes, est-elle plus enviable? Sa victime peut différer son action pendant dix, quinze, vingt ans, afin d'attendre la disparition d'un témoin gênant ou de vestiges matériels susceptibles de compromettre le bien-fondé de ses prétentions.

Quelques auteurs proposent une transaction : on limiterait à cinq ans, par exemple, à compter du sinistre, le délai à l'expiration duquel l'assureur serait libéré de ses engagements. L'assuré, là encore, ne rencontrerait qu'une garantie limitée.

Enfin, MM. Tarbouriech (1) et Saintelette (2) voudraient fixer le point de départ de la prescription au jour de la condamnation de l'assuré : « L'assuré ne peut demander à la Compagnie l'exécution du contrat d'assurance de sa responsabilité civile avant qu'il ait été reconnu que cette responsabilité civile se trouve engagée. »

Nous trouvons là le développement logique d'une théorie que nous avons déjà exposée (3) et réfutée.

De même que la condamnation ne fixe pas nécessairement le montant du recours exercé par le tiers lésé qui peut ensuite consentir à une remise partielle de la dette, de même l'assureur ne doit pas attendre cette

(1) Tarbouriech, *op. cit.*, n° 401, p. 283.

(2) Saintelette, *Rec. pér.*, 1896, p. 330.

(3) Cf. p. 67 et suiv.

condamnation pour exécuter ses engagements : une telle conduite serait en contradiction formelle avec les termes des polices, puisque celles-ci obligent l'assureur, dès le début du procès, à prendre le fait et cause de l'assuré.

De ce rapide examen, nous concluons que l'action du tiers lésé contre le responsable fixe seule le point de départ de la prescription de l'action exercée par l'assuré contre la Compagnie. Mais nous ajoutons aussitôt qu'une autre prescription, très courte, celle-là, et partant du jour du sinistre, peut et doit être édictée, en toute équité, contre l'assuré : c'est celle de la déclaration du sinistre. Nous avons vu en effet que, si l'assuré ne pouvait se retourner contre la Compagnie tant qu'il n'était pas lui-même poursuivi, rien ne l'empêchait d'*avertir* dans le plus bref délai son assureur de tout événement susceptible de donner naissance à un recours contre lui.

Cette déclaration sera de la plus grande utilité à la Compagnie qui, dès ce moment, devra se préparer à l'éventualité d'un procès avec le tiers lésé.

Et on comprend que l'assuré soit forclos par les polices, s'il garde le silence pendant un trop long délai.

S'il fait sa déclaration, la courte prescription est interrompue, et c'est celle de trente ans, qui court désormais contre le responsable, exposé, pendant le même temps, à l'action du tiers lésé (1). La courte prescription,

(1) Cf. note Tissier sous Cass. Req., 14 novembre 1899 : S., 1901-1-289 ;

Guionin, *op. cit.*, p. 230.

en effet, produit l'effet d'une déchéance. Si l'assuré n'a pas encouru cette déchéance, en déclarant le sinistre dans les délais, pourquoi l'en menacerait-on aussitôt d'une nouvelle, en stipulant une prescription de durée égale à la première après l'interruption? L'assureur voulait être prévenu dans le plus bref délai. Il l'est; donc il n'a rien de plus à exiger de l'assuré.

La jurisprudence, depuis 1853, valide les courtes prescriptions insérées dans les polices d'assurances, en déclarant que l'article 2262 du Code civil n'est pas d'ordre public :

Cass., 1^{er} février 1853 : D., 1853-1-77 ; S., 1856-1-892 ;

Douai, 4 décembre 1893 : S., 1894-2-142 ;

Paris, 22 décembre 1894 : D., 1895-2-502 ;

Cass., 26 mars 1902 : D., 1902-1-248.

Et la majorité des auteurs l'approuve :

Pouget, *Dict. des ass.*, v^o *Prescription*, I, p. 607 ;

Grün et Joliat, n^o 357 ;

Alauzet, II, p. 531, n^o 451 ;

Labbé, note sous Paris, 30 octobre 1885 : S., 1886-2-49 (1).

Mais elle admet en même temps que la prescription de l'assuré contre l'assureur part du jour du sinistre, sans distinguer à quelles sortes d'assurances la déchéance s'applique. C'est une faute.

Par l'étude détaillée de chaque espèce, on se rend

(1) *Contra* : Planiol, II, p. 200, § 648.

Guionin, *op. cit.*, p. 209.

compte que, bien souvent, en matière d'assurances directes, nos tribunaux ont cherché à atténuer la rigueur des clauses des polices, tout en s'inclinant devant elles.

Les hésitations qui sont nées chez eux sur le caractère des actes interruptifs de prescription montrent assez qu'ils blâment indirectement la sévérité des déchéances qui frappent les assurés (1).

Notons, en particulier, la tendance qu'ils ont manifestée très nettement, ces dernières années, à invoquer le principe *contra non valentem agere* dans le cas où la police stipule que « l'assuré n'est pas recevable à intenter une action en justice, tant que l'expertise amiable n'a pas eu lieu. »

Nonobstant la clause qui déclare prescrites toutes actions contre la Compagnie non exercées dans le délai d'un an à compter de l'accident, ils ont décidé que la prescription était suspendue jusqu'à l'achèvement de l'expertise.

Douai, 4 décembre 1893 : *Rec. pér.*, 1894, p. 169 ;

Chambéry, 5 août 1902 : *Rec. pér.*, 1902, p. 401 ;

Paris, 30 décembre 1904 : *Rec. pér.*, 1906, p. 126 ;

Alger, 14 novembre 1908 : *Mon. jud. Lyon*, 23 septembre 1909 ;

Cass. Req., 28 juillet 1908 : *J. Ass.*, 1909, p. 100 ;

Cass. Req., 22 juin 1910 : *Mon. Ass.*, 1910, p. 678.

(1) L'expertise amiable est-elle interruptive de prescription ? On trouve un nombre égal de décisions dans les deux sens.

Nous souhaitons qu'ils s'inspirent davantage encore de ces règles d'équité, en matière d'assurance de responsabilité.

Le projet de loi dispose, dans son article 38 : « Quand l'action de l'assuré a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré *ou* a été indemnisé par ce dernier. »

L'alternative est de trop : nous avons insisté sur le caractère préventif de l'assurance de responsabilité ; de plus, l'indemnité payée par l'assuré ne pourrait être que le résultat d'une transaction intervenue entre lui et le tiers lésé. Or, les polices interdisent à l'assuré cette transaction, à peine de déchéance.

Cette réserve faite, nous approuvons la disposition très équitable de l'article 38. Une réclamation amiable formulée par la victime contre le responsable ne saurait motiver l'intervention de l'assureur : l'assuré devra lui représenter une assignation en justice. Il ne s'ensuivra pas nécessairement un procès en responsabilité, avec les frais importants qu'il entraîne. La Compagnie, mise en rapport par l'assuré avec la victime, transigera avec elle, dans la plupart des cas, au nom de l'assuré.

Quelques polices toutes récentes (1) commencent à abandonner les fâcheux errements que nous avons signalés plus haut. Elles gardent le silence sur la pres-

(1) Cf. les polices de la Compagnie la Préservatrice.

cription annuelle de toute action contre la Compagnie, à compter du jour du sinistre; elles stipulent seulement que l'assuré devra faire à la Compagnie la déclaration écrite de tout accident dans le délai de deux jours.

L'Urbaine et la Seine (1) insère dans les siennes la même disposition, en ajoutant que le délai de la déclaration ne devra pas excéder « le vingtième jour de l'événement. »

Enfin les polices de la Zurich frappent l'assuré de déchéance, seulement au cas de non-déclaration dans le délai d'un, deux, cinq ou six mois à partir de l'accident.

Ce sont là d'heureuses innovations, elles contribueront à détruire dans le public certaines préventions qui finiraient pas nuire au bon renom des Compagnies.

Nous formulons le souhait, en terminant ce travail, de voir prochainement tous les assureurs de responsabilité s'engager dans cette voie plus conforme aux principes de bonne foi et d'équité.

(1) *Polices d'assurance de responsabilité civile de propriétaires d'immeubles*, août 1909, art. 4.

OUVRAGES CONSULTÉS

- Adan, *De la faute lourde en matière d'assurances*.
Alauzet, *Traité général des assurances*.
Ancey, *Les assurances de responsabilité*.
Boudin, *L'assurance de responsabilité*, thèse Paris, 1911.
Boutaud, *Clauses de non-responsabilité*.
De Courcy, *Questions de droit maritime*.
Demolombe, *Traité de droit civil*.
Fréron, *Commentaire de la loi du 2 juillet 1902*.
Garsonnet, *Traité de procédure civile*.
Goujet et Meyer, *Dictionnaire de droit commercial*.
Grün et Joliat, *Traité des assurances terrestres*.
Guionin, *Clauses de déchéance*, thèse Paris, 1905.
Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*.
De Lalande, *Assurances contre l'incendie*.
Michi, *L'Assurance pour compte*, thèse Paris, 1910.
Pannier, *Des droits de l'assureur contre le tiers responsable de la réalisation du risque*, thèse Paris, 1906.
Pouget, *Dictionnaire des assurances*.
Tarbouriech, *Des assurances contre les accidents du travail*.
Teisseire, *Essai d'une théorie générale de la responsabilité*.
Villetard de Prunières, *Assurances contre les accidents du travail*.
Vivante, *Traité de droit commercial*, 3^e éd., trad. par Jean Escarra.

PÉRIODIQUES, RECUEILS, REVUES

Annales de droit commercial.

Bulletin de la Société d'études législatives.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

Journal des Assurances.

Journal Le Droit.

Journal La Loi.

Lois Nouvelles.

Moniteur judiciaire de Lyon.

Pandectes françaises.

Recueil périodique des assurances.

Recueil de Dalloz.

Recueil de Sirey.

La Réforme Sociale.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Revue trimestrielle de Droit civil.

Simonin, Jurisprudence générale des assurances terrestres.

VU : *Le Président,*
CAPITANT.

VU : *Le Doyen,*
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ANNEXES

I

ZURICH

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS
ET LA RESPONSABILITÉ CIVILE

POLICE D'ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE
INDIVIDUELLE EN CAS D'ACCIDENT
CORPOREL CAUSÉ AUX TIERCES PERSONNES

Conditions générales

ARTICLE PREMIER. — L'assurance a pour objet les accidents causés dans le cours de la vie privée aux tierces personnes ; elle ne comprend pas les accidents provenant de l'exercice d'une profession, d'un commerce ou d'une industrie.

Sont considérés comme accidents, au sens de l'assurance, les dommages corporels causés à des tiers par l'effet d'une cause extérieure soudaine et violente.

Sont exclus de la garantie les accidents causés volontairement ou dans un état de dérangement mental, par l'assuré ou par les personnes dont il doit répondre, ainsi

que ceux occasionnés par l'usage des automobiles, motocyclettes, chevaux, voitures et véhicules quelconques, et par certains sports notoirement dangereux, tels que les ascensions en ballon, courses et paris de toute nature.

Sauf stipulation manuscrite, ne sont pas couverts non plus par la présente police les accidents occasionnés par l'escrime, la chasse, le tir et l'usage des vélocipèdes ou bateaux avec ou sans moteur.

ART. 2. — La garantie de la Compagnie est basée sur les déclarations contenues dans un questionnaire appelé proposition, que l'assuré a signé préalablement à la police. La proposition est formelle et engage l'assuré par le seul fait de sa signature.

ART. 8. — Tout accident doit être déclaré au plus tôt et par écrit à la Compagnie à Paris ou à l'agence indiquée sur la police. L'assuré perd tout droit à la garantie en cas de non-déclaration écrite d'un accident dans les trois jours de la date où il en a eu connaissance.

Aucune déclaration ne sera recevable passé le délai d'un mois, à compter du jour de l'accident.

La déclaration est faite, autant que possible, sur un imprimé spécial mis à la disposition de l'assuré par la Compagnie; elle indique les causes, les circonstances et les conséquences de l'accident, les noms et domiciles des témoins, ainsi que les noms, domicile, âge, état civil et profession des victimes.

L'assuré doit, en outre, fournir à la Compagnie tous

renseignements utiles, et lui faciliter toutes recherches relatives à l'accident.

ART. 9. — Toutes citations, assignations et généralement tous actes judiciaires ou extrajudiciaires quelconques, et à quelque requête que ce soit, doivent être transmis par l'assuré à la Compagnie dans les quarante-huit heures de leur signification, sous peine de déchéance du droit à la garantie pour les accidents qui ont fait l'objet des actes notifiés et non communiqués dans ledit délai.

Dans le cas de poursuites pénales, se rapportant à un accident garanti par la présente police et dirigées contre l'assuré, ses préposés ou les membres de sa famille, l'assuré doit, sous peine de déchéance, en aviser la Compagnie avant la date fixée par l'assignation pour la comparution devant la juridiction saisie : la Compagnie se réserve d'intervenir devant cette juridiction et de diriger la défense, mais elle n'y est pas tenue.

ART. 10. — En cas d'accident garanti par la Compagnie, celle-ci se substitue à l'assuré pour traiter avec les victimes ou leurs ayants droit, et les indemniser, s'il y a lieu. A cet effet, elle se réserve exclusivement le droit d'entrer en pourparlers avec eux.

Tout aveu ou reconnaissance de responsabilité, toute fixation de dommages, toute transaction, tous paiements faits par l'assuré sans l'autorisation écrite de la Compagnie, dégagent celle-ci de toutes obligations pour l'accident en cause.

En cas d'action civile intentée à l'assuré et résultant d'un accident garanti, la Compagnie suit et dirige le procès au nom de l'assuré, et elle paie, pour le compte de celui-ci, les condamnations en principal, intérêts et frais, les honoraires d'avocat et d'avoué, le tout dans les limites convenues et jusqu'à concurrence du maximum fixé.

Si l'indemnité consiste en une rente, la Compagnie fournit, jusqu'à concurrence de la somme libre sur le maximum fixé, toute garantie spéciale de la rente à laquelle son assuré se trouve contraint, celui-ci s'obligeant de remplacer de ses deniers cette garantie spéciale au moment où le maximum d'assurance stipulé ci-contre sera épuisé par les indemnités, frais et arrérages payés par la Compagnie.

ART. 12. — La Compagnie a son domicile unique et exclusif, pour la France et l'Algérie, au siège de la succursale à Paris ; elle se soumet aux règles de compétence résultant des lois en vigueur au cours de la présente police.

Toute action intentée par l'assuré à la Compagnie devra faire l'objet d'une instance directe et principale, à l'exclusion formelle de toute demande incidente ou en garantie.

Les frais d'enregistrement seront à la charge de la partie succombante.

(Juin 1907, Mod. 34).

II

“ ZURICH ”

POLICE D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS CAUSÉS
AUX TIERCES PERSONNES PAR LES AUTOMOBILES

Conditions générales

ARTICLE PREMIER. — Les accidents garantis par la présente police sont ceux causés à des tiers par les automobiles qui y sont mentionnés, en tous lieux de leur circulation en France, Algérie, Tunisie, Principauté de Monaco.

La garantie est également étendue aux réparations civiles prononcées en Belgique, Luxembourg, Hollande, Danemark, Suisse, Espagne, Italie sous le régime des législations en vigueur dans ces pays à la date d'émission du présent contrat.

Sont expressément compris dans la garantie les accidents résultant des causes ci-après :

Absence momentanée, sommeil ou ivresse du conducteur ;

Chute d'objets transportés, à l'exclusion des dommages subis par ces objets ;

Remorque, conduite à bras, défaut d'éclairage ou mauvais état du véhicule ;

Frayeur des animaux ;

Contravention aux règlements de police, sauf en ce qui concerne le permis de conduire;

Mise en marche fortuite du véhicule.

ART. 2. — L'assurance n'est valable qu'autant que les automobiles sont conduits par l'assuré lui-même ou ses salariés, le conducteur devant, dans tous les cas, être muni des certificats de capacité exigés par les règlements publics.

Sont exclus de la garantie : 1° les dommages causés aux membres de la famille de l'assuré, à ses associés, préposés, salariés ou gérants de fait ou de droit, lesquelles personnes ne sont pas considérées comme tiers ; 2° les dommages causés aux personnes, quelles qu'elles soient, se trouvant dans les voitures automobiles de l'assuré, qui y montent ou en descendent ; 3° les dommages survenant à l'occasion de la participation des voitures à des matchs, paris, défis, courses ou concours de toute nature ou à leurs essais préparatoires ; 4° les dommages causés aux voitures automobiles assurées ou aux objets y chargés ; 5° les dégâts matériels dans les remises et garages et ceux résultant d'explosion ou incendie du véhicule ; 6° tous accidents causés volontairement par l'assuré lui-même

ART. 15. — A la fin de chaque période d'assurance, le contrat continue ses effets pour une période égale à celle qu'a eue son cours, à moins qu'il ait été dénoncé, par l'une ou l'autre partie, six mois au moins avant son expiration. La dénonciation de l'assuré doit, pour être

valable, résulter d'une lettre recommandée adressée à la Direction de la succursale, à Paris.

(Mod. 10, mars 1910.)

III

ZURICH

POLICE D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS CORPORELS
CAUSÉS AUX TIERCES PERSONNES
PAR LE FONCTIONNEMENT DES ASCENSEURS

Conditions générales

ARTICLE PREMIER. — La Compagnie garantit l'assuré des réparations civiles dont le paiement peut être légalement exigé contre lui par suite d'accidents corporels que ses ascenseurs peuvent occasionner à des tierces personnes autres que les membres de sa famille, ses associés, préposés ou salariés.

ART. 3. — L'assuré s'engage à entretenir les appareils en bon état de fonctionnement.

En cas de changement dans le système ou le fonctionnement des ascenseurs, comme aussi en cas de modification dans le graissage et l'entretien indiqués à la Compagnie, l'assuré est tenu, sous peine de déchéance, à en faire la déclaration à la Compagnie qui se réserve de continuer l'assurance ou de la résilier. A défaut de

cette déclaration et d'une nouvelle convention établie par un avenant, l'effet de l'assurance est suspendu à partir du jour du changement.

En cas d'installation de nouveaux ascenseurs, l'assuré s'oblige à les faire comprendre dans l'assurance moyennant le supplément de prime prévu par les tarifs de la Compagnie.

ART. 8. — En cas d'action civile intentée à l'assuré et résultant d'un accident garanti, la Compagnie suit et dirige le procès au nom de l'assuré, et elle paie, pour le compte de celui-ci, les condamnations en principal, intérêts et frais, les honoraires d'avocat et d'avoué, le tout dans les limites convenues et jusqu'à concurrence du maximum fixé, étant précisé que toute cause venant réduire l'obligation de l'assuré, telle que liquidation ou faillite étrangère à l'accident, bénéficie de plein droit à la Compagnie.

(Juin 1908, Mod. 113.)

IV

« LA PRÉVOYANCE »

COMPAGNIE D'ASSURANCES A PRIMES FIXES CONTRE LES
ACCIDENTS DE TOUTE NATURE

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE
EN CAS D'ACCIDENTS CORPORELS CAUSÉS
AUX TIERCES PERSONNES

POLICE A FORFAIT

Conditions générales

ARTICLE PREMIER. -- La Compagnie « La Prévoyance » garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir, tant en vertu des dispositions du Code civil que par application de la loi du 9 avril 1898 (art. 7) avec ses modifications (lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905) et extension (loi du 12 avril 1906), à raison d'accidents corporels causés aux tierces personnes dans l'exercice de la profession déclarée en la présente police, et du fait soit de l'assuré lui-même, soit de ses employés ou ouvriers, soit du matériel ou de l'outillage que comporte sa profession.

... Ne sont pas considérés comme tierces personnes les parents ou alliés de l'assuré, ses associés, employés,

ouvriers ou préposés à un titre quelconque, salariés ou non.

Le montant de la garantie, qu'il s'agisse de l'application des dispositions du Code civil ou de la loi du 9 avril 1898 modifiée et étendue comme il est dit ci-dessus, est fixé, d'accord avec l'assuré, aux conditions particulières. Il comprend les frais judiciaires, les honoraires d'avocats et généralement toutes les dépenses occasionnées par le sinistre.

... L'amende, qui constitue une pénalité et non une réparation civile, n'est pas à la charge de la Compagnie, non plus que les frais quelconques y afférents.

ART. 5. — La Compagnie se réserve exclusivement le droit de transiger sur le dommage ; par suite, l'assuré et ses préposés quelconques ne pourront faire une transaction sans son consentement écrit ni se reconnaître responsables de l'accident.

La Compagnie a, sous le nom de l'assuré, la direction exclusive des procès. Les présentes lui donnent à cet effet tous pouvoirs nécessaires que l'assuré s'engage à renouveler par acte spécial, si la Compagnie le demande, comme il s'oblige à lui transmettre immédiatement, ou du moins assez tôt pour qu'elle puisse y répondre en temps utile, toutes déclarations, lettres ou pièces quelconques et tous actes, convocations, sommations, citations, etc., adressées à l'occasion d'un accident, soit à lui-même, soit à ses préposés, tant par le ministère public que par les tiers lésés.

En cas d'action correctionnelle dirigée contre l'assuré, la Compagnie se réserve la faculté d'intervenir et de diriger la défense, mais sans cependant y être contrainte.

L'assuré ne pourra mettre la Compagnie en cause ou l'appeler en garantie ; si elle déclinait la responsabilité de l'accident, il aurait contre elle une action directe et principale devant le tribunal compétent....

Toute réclamation relative à un accident est prescrite par un an à dater du jour où il s'est produit.

ART. 6. — L'assuré doit faire à la Compagnie la déclaration écrite de tout accident, dans les deux jours à partir de celui où il en a eu connaissance et lui fournir au sujet du sinistre tous renseignements qu'elle jugera nécessaires.

ART. 10. — Toutes les contestations entre l'assuré et la Compagnie seront portées devant les tribunaux légalement compétents.

V

« L'URBAINE ET LA SEINE »

COMPAGNIE ACCIDENTS

ASSURANCE DU PERSONNEL DES MAISONS BOURGEOISES

ARTICLE PREMIER. — La Compagnie l'Urbaine et la Seine assure M. X... contre les obligations pécuniaires qui peuvent lui incomber à raison des accidents corpo-

rels dont seraient victimes, en France, dans l'exercice de leurs fonctions, les personnes à son service désignées au présent contrat.

Les accidents éprouvés par le personnel masculin du contractant en conduisant des voitures automobiles ou en montant dans des voitures automobiles autres que celles faisant un service public, ne sont pas garantis, à moins de stipulation formelle consentie par clause manuscrite, moyennant une prime spéciale. Dans tous les cas les accidents survenant au cours ou par le fait de matchs, paris, courses et concours seront exclus de la garantie de la présente police.

ART. 2. — La Compagnie s'engage, en conséquence, à mettre à la disposition des victimes d'accidents ou de leurs représentants, sur la réquisition et au gré de l'assuré, les indemnités suivantes qui sont conformes à celles prévues par la loi du 9 avril 1898, modifiée par celles des 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 12 avril 1906, qu'il y ait ou non responsabilité du contractant :

A. Pour l'incapacité absolue et permanente, une rente égale aux deux tiers du salaire annuel, etc.

ART. 4. — Dans le cas où un préposé, victime d'accident, ou ses représentants, n'accepteraient pas, par règlement amiable et définitif, les allocations prévues ci-dessus, et prétendraient réclamer des dommages-intérêts en raison d'une responsabilité quelconque de l'assuré, ils seraient déchus de tous droits aux indemnités stipulées en leur faveur, mais la Compagnie prendrait

les lieu et place du contractant et, en cas de procès, le défendrait devant les tribunaux et garantirait sa responsabilité civile jusqu'à concurrence de vingt-cinq mille francs.

ART. 6. — Tout accident doit être déclaré par écrit, à la Compagnie ou à son agence, dans les cinq jours de son événement, et ce, à peine de déchéance de garantie.

(Août 1910, mod. 44.)

VI

« MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE »

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

DES NOTAIRES

POLICE

ARTICLE PREMIER. — A partir de l'assurance, la Mutuelle Générale Française garantit MM. les notaires jusqu'à concurrence d'un capital convenu :

Contre la responsabilité pécuniaire qu'ils peuvent encourir, en leur qualité d'officiers ministériels, vis à-vis de leurs clients ou de toutes personnes quelconques :

1° Par suite des erreurs de fait ou de droit et des omissions ou inexactitudes qu'ils commettraient involontairement, eux ou leurs clercs, dans l'exercice de leurs fonctions, à l'occasion des actes de leur ministère et des formalités à remplir lors de la réception ou à la

suite de ces actes, et dont ils sont ordinairement chargés ou tenus ;

2° En cas de perte ou destruction involontaire de tous titres, pièces ou minutes ;

3° Et à raison des actions et procès qu'ils peuvent avoir à soutenir pour les causes ci-dessus, du fait de leurs fonctions, autres que les procès relatifs aux frais et honoraires.

L'assurance ne s'immisce pas, par des avis, dans les opérations à accomplir par les notaires ; son but est seulement, l'opération faite, de faire face aux actions en responsabilité intentées par les tiers. En tout cas, les avis officieux qui pourraient être donnés au nom de la Société ne pourraient engager la responsabilité de celle-ci ou du Comité du contrôle.

ART. 2. — La Société peut aussi garantir la responsabilité professionnelle des notaires et des anciens notaires ou de leurs ayants droit, à raison des risques énumérés ci-dessus résultant de leur exercice antérieur au jour de l'assurance, à l'exception : 1° des actions en responsabilité pour renouvellement tardif d'inscriptions antérieur au jour de l'assurance ; et 2° des faits engageant leur responsabilité qui auraient été précédemment découverts.

Toutefois, par dérogation aux statuts primitifs, les nouveaux notaires pourront seuls désormais garantir leur exercice antérieur.

Cette faculté ne leur est accordée que pendant un

délai de deux années à compter de leur entrée en fonctions, et à condition que leur exercice antérieur soit garanti en entier.

ART. 3. — L'assurance ne garantit pas les responsabilités encourues par les notaires dans les opérations étrangères à leur profession ou qui leur sont interdites par les lois, décrets ou ordonnances, ni dans les affaires de prêts ou autres où ils auraient agi comme *negotiorum gestor*, et seraient déclarés garants de la solvabilité des débiteurs ou de la valeur du gage ; toutefois, à raison de ces affaires, les erreurs ou omissions relatives aux actes notariés et aux formalités qui en sont la suite, demeurent garanties dans les termes de l'article 1^{er}.

ART. 6. — Dans tous les cas où la responsabilité d'un assuré sera engagée, il devra supporter personnellement le quart du principal des condamnations ou indemnités, ainsi que le quart des intérêts et des frais et honoraires de la procédure. Si les prétentions des tiers étaient écartées, le notaire assuré devrait pareillement supporter le quart des frais et honoraires de sa défense.

La Société devra les trois autres quarts, dans les limites de l'article 8.

ART. 8. — La Société ne garantit pas à forfait les risques de la responsabilité professionnelle des notaires : elle ne les assure que jusqu'à concurrence des ressources d'une caisse spéciale qu'elle formera avec

les cotisations perçues déduction faite d'un prélèvement maximum de 28 0/0 qui lui est attribué sur le montant des cotisations annuelles pour la couvrir de ses frais généraux de toute nature.

VII

« LA PRÉSERVATRICE »

COMPAGNIE ANONYME D'ASSURANCES A PRIMES FIXES
CONTRE LES RISQUES D'ACCIDENTS

POLICE SPÉCIALE AUX ÉCOLES, ORPHELINATS, PATRONAGES,
COLONIES SCOLAIRES, ETC.

Responsabilité civile (art. 1382 à 1386 du Code civil)

Conditions générales

ARTICLE PREMIER. — La Préservatrice garantit, dans les limites et aux conditions ci-après fixées, la responsabilité civile incombant aux chefs ou répondants d'écoles, d'orphelinats, de sociétés quelconques, etc., par application des articles 1382 à 1386 du Code civil, par suite de tout accident corporel pouvant survenir aux élèves, orphelins, membres de société, de patronage ou de colonie scolaire, ou pouvant être causé par ceux-ci aux tierces personnes, pendant tout le temps où ils sont confiés à la surveillance de l'assuré ou à celle de ses collaborateurs.

Sont considérées comme tierces personnes toutes celles qui ne sont pas les parents des élèves, les préposés ou les salariés de l'assuré.

ART. 3. — Tout accident pouvant éventuellement donner lieu à l'application de la garantie du présent contrat, l'assuré devra en informer directement la Compagnie dans les *cinq jours* à partir de celui où il en a eu connaissance. Cette déclaration devra indiquer la nature, les causes et les circonstances de l'accident, les noms et domicile de la victime.

ART. 4. — Pour tout accident déclaré donnant lieu à une réclamation, la Compagnie peut, à son gré, traiter directement avec la victime ou ses ayants droits, ou se servir de l'intermédiaire de l'assuré pour le règlement de l'indemnité.

Dans le cas où une entente amiable ne pourrait être obtenue, l'assuré s'engage à transmettre à la Compagnie, dans les quarante-huit heures, tous actes judiciaires ou extrajudiciaires qui lui seraient signifiés devant toute juridiction, ainsi que tous avertissements, actes ou avis relatifs à l'accident.

Toute action résultant du présent contrat est prescrite pour un an à compter du jour de l'accident.

ART. 5. — La Compagnie aura seule le droit de transiger. Toute démarche de la part de l'assuré tendant à fixer ou à reconnaître un droit quelconque à une indemnité la dégage d'une manière complète.

ART. 6. — Les conséquences de sévices ou mauvais

traitements, exercés contre les élèves, orphelins ou membres d'œuvre, ou de faits délictueux ou criminels, sont exclues de l'assurance.

ART. 13. — Les litiges auxquels le présent contrat peut donner lieu seront soumis aux tribunaux désignés par la loi du 2 janvier 1902.

(Mod. D.)

VIII

« LA PRÉVOYANCE »

POLICE

GARANTISSANT LA RESPONSABILITÉ CIVILE

DES SOCIÉTÉS DE GYMNASTIQUE, DE TIR ET DE PRÉPARATION AU
SERVICE MILITAIRE ENVERS LES SOCIÉTAIRES, LES PROFESSEURS,
MONITEURS, GREFFIERS, MARQUEURS OU AUTRES PRÉPOSÉS CIVILS
OU MILITAIRES ET LES TIERS NON SALARIÉS.

Entre la Compagnie la Prévoyance,

Et M. X...,

Il a été convenu ce qui suit :

La Prévoyance, aux conditions générales et particulières qui suivent, assure la Société contractante contre la Responsabilité civile qu'elle peut encourir, en vertu des articles 1382 à 1384 du Code civil, à l'occasion d'accidents corporels survenant, soit à ses membres, soit à ses professeurs, moniteurs, greffiers, marqueurs ou autres, civils et militaires, soit enfin à tous tiers non

salariés par elle, en cours et par le fait des exercices, fêtes ou concours de gymnastique, de tir ou d'instruction militaire à pied organisés ou suivis par elle, dans toute la France, l'Algérie ou la Tunisie.

Cette assurance est consentie jusqu'à concurrence d'un maximum de garantie de 10.000 francs par victime, et de 50.000 francs par catastrophe, quel que soit le nombre des victimes.

Toutefois, la garantie de la Prévoyance aura lieu indépendamment de toute cause de responsabilité et sans limite de chiffre, à l'égard des accidents atteignant les moniteurs, instructeurs, greffiers, marqueurs ou autres militaires, mis à la disposition de la Société par l'autorité militaire, lorsqu'il s'agira des conséquences pécuniaires incombant légalement à l'État français à raison desdits accidents, conséquences dont la Prévoyance déclare relever l'Etat sans aucune réserve.

(17 juillet 1910.)

IX

« LA PRÉVOYANCE »

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES CHASSEURS

Conditions générales

ARTICLE PREMIER. — La présente police couvre l'assuré, titulaire d'un permis de chasse, contre les consé-

quences pécuniaires des recours auxquels il est exposé à raison des accidents corporels involontairement causés aux tierces personnes autres que ses parents et alliés jusqu'au troisième degré, par lui, personnellement, avec des armes à feu, en chassant sur le territoire continental de la France.

Si l'assuré est un propriétaire de chasse ou une Société de chasse, la garantie ci-dessus pourra s'appliquer, moyennant une prime spéciale, aux accidents causés par les invités et les membres de la Société.

Sont compris dans les accidents causés aux tiers ceux occasionnés aux auxiliaires spéciaux de la chasse, tels que : rabatteurs, gardes, porte-carniers.

ART. 3. — Sauf stipulation expresse, l'assurance ne sera valable que si elle est contractée au profit de personnes âgées de vingt ans au moins à soixante-cinq ans au plus.

(Edition juillet 1910, 1.)

X

« LA PRÉVOYANCE »

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES PHARMACIENS

Conditions générales

ARTICLE PREMIER. — La Compagnie garantit la responsabilité civile de l'assuré, encourue à raison

d'accidents corporels entraînant la mort, l'incapacité permanente ou temporaire de travail, et involontairement causés à des tiers par suite d'erreurs dans la préparation ou la délivrance des médicaments, soit du fait de l'assuré lui-même, soit du fait de ses remplaçants intérimaires, préposés, élèves ou aides.

XI

« L'URBAINE ET LA SEINE »

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS

Conditions générales du contrat

ARTICLE PREMIER. — La Compagnie garantit la responsabilité civile encourue par les médecins et chirurgiens à raison des accidents professionnels causés à leurs clients par suite d'erreurs provenant de leur fait ou qui leur seraient imputables dans les prescriptions ou applications thérapeutiques ou au cours des opérations chirurgicales qui leur seraient confiées.

Ne sont pas considérés comme tierces personnes et ne sont pas compris dans l'assurance les membres de la famille de l'assuré, ses domestiques, préposés et salariés.

Cette garantie ne s'applique pas aux dégâts ou pertes matérielles résultant d'un sinistre.

ART. 10. — Toute action judiciaire en paiement d'indemnité est prescrite par un an, à compter du jour de l'accident.

ART. 11. — Toutes les contestations judiciaires entre la Compagnie et les contractants seront jugées par les tribunaux ordinaires, la Compagnie faisant, pour ce qui la concerne, élection de domicile à Paris : toutes demandes formées contre elle devront être portées devant les tribunaux légalement compétents.

(Septembre 1908. Mod. 310).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
Chapitre I. — Ce qu'est l'assurance de responsabilité. — Sa place parmi les assurances en général. — Ses limites (l'assurance de la faute).....	15
Chapitre II. — De l'attribution de l'indemnité d'assurances.	55
Chapitre III. — De la mise en cause de l'assureur par l'as- suré poursuivi.....	79
Chapitre IV. — De la prescription.....	107
OUVRAGES CONSULTÉS.....	122
ANNEXES.....	125

